

LES AMIS DE TS

«LES MILITANTS DU PSU EN MAI 68»

Samedi 25 avril 1998

Liliane DAYOT.- Bienvenue à tous, bon après-midi. Bernard LANGLOIS.- D'abord, c'est bien que l'on soit si nombreux et le côté public qui se répand derrière le patrimoine, c'est sympathique !

Ce qu'il y a de bien dans ce film, c'est que le fait, pour ceux qui n'ont pas connu 68... ce qui n'est pas le cas de la majorité des gens dans cette salle...

(Rires)

... les plus jeunes peuvent souvent avoir comme image de 68 seulement celle que l'on voit très souvent à la télévision, les bagarres au Quartier Latin, les voitures qui brillent etc..

Or, ce qui me paraît évident, et ce qui ressort bien du film de William Klein, c'est cette formidable prise de parole, cette espèce de débat tous azimuts et entre tout le monde qui s'est prolongé, cette espèce de forum permanent qui s'est prolongé pendant plus d'un mois.

Au début, il s'est dit sûrement beaucoup de «conneries », mais enfin il a au moins eu cet avantage de débrider les gens, de débrider

la parole et de donner ce sentiment d'un sursaut, d'un éveil citoyen, ce que Clavel a appelé « l'irruption de la vie ». L'expression est jolie.

Nous allons donc essayer de parler de cela tous ensemble. Le débat est très circonscrit puisqu'il s'agit du rôle du PSU dans le mouvement de Mai 68 et non pas du mouvement de Mai 68 en général.

En ce qui me concerne, si on peut me rattacher d'une certaine façon au patrimoine même si ce n'est en tout cas pas celui donné par tous puisque, si j'ai joué un petit rôle au PSU, c'est plus tard... à l'époque, j'étais encore un petit journaliste débutant et j'ai suivi passionnément tous ces événements au jour le jour, mais sans y prendre de part active.

Au lendemain de la nuit de la rue Gay-Lussac, où j'avais passé la nuit avec les étudiants, j'ai eu ce sentiment que je ne pouvais pas

G'avais 23 ans), continuer à porter sur ce qui se passait simplement un regard d'observateur. C'est là que j'ai décidé de m'engager pour la première fois de ma vie, je n'étais pas du tout politisé, au PSU. J'ai pris ma première carte du PSU dans la cour de la Sorbonne« libérée» le 14 mai au matin etc..

Donc cela a été pour moi un événement tout à fait capital sur ma trajectoire personnelle. Quand on voit, avec le recul, comment cela a pu modifier cette trajectoire, quand on pense que j'aurais pu être Balibar, par exemple...

(Remous dans la salle)

... ce sont des choses qui ont quand même marqué, qui m'ont marqué, moi, comme ils ont sans doute marqué des milliers de gens.

Et même si on n'a pas vraiment réussi à changer la vie, on aura au moins contribué à modifier nos existences personnelles dans un sens ou dans un autre.

Et puisqu'on parle du PSU, je vais donner la parole à Jacques SAUVAGEOT, pourquoi (c'est peut-être comme cela que l'on peut introduire le débat) est-ce qu'un « petit bourgeois dépolitisé» ou non politisés, qui ne s'était guère préoccupé jusqu'à présent de s'engager quelque part, qui commençait une petite carrière tranquille de journaliste, lorsqu'il choisit de s'engager parce qu'il est choqué, commotionné par les événements, choisit d'adhérer au PSU le 14 mai au matin? Une explication m'est propre: le leader étudiant du mouvement SAUV AGEOT, celui qui a été médiatisé, était présenté comme un représentant du PSU, si je ne m'abuse, Geismard devait aussi appartenir à ce parti ?

Jacques SAUVAGEOT.-

Non.

Bernard LANGLOIS.-

Enfin il était quand même à ses côtés à l'époque.

C'était un parti qui semblait coller d'assez près à ce qui se passait, vu de l'extérieur, toujours. C'était aussi le parti de quelques personnalités pour lesquelles on pouvait encore, à la Chambre où nous étions, avoir quelque respect, je pense à MENDES-FRANCE, ce qui n'était pas forcément le cas de toutes les personnalités de Gauche.

Ce sont les raisons qui m'ont fait prendre une carte au PSU. Comment est-ce que tu peux expliquer la raison de cette identification que l'on pouvait avoir à l'époque?

Jacques SAUVAGEOT.-

A ce moment-là, il faut peut-être faire référence à des événements du film, qui est très beau, très intéressant.

William Klein est un grand photographe, un grand cinéaste, il a réussi à retraduire une atmosphère, qui était faite de contrastes, de ce qui s'est passé en 68, les discussions, les manifestations etc..

Il y a une petite chose qui n'apparaît pas. C'est vrai qu'il y a des moments, aujourd'hui, où on a un peu envie de rire, avec une espèce de naïveté, où la question peut se poser: qu'est-ce qui fait qu'il y avait cette politisation si forte? Et c'est ce que le film ne fait pas apparaître, ce qui est un peu logique puisqu'il l'a fait sur Mai 68, mais c'est tout le contexte international, non seulement de cette année-là, mais de ces années-là.

Je vais dire quelques mots parce que je ne sais pas trop ce que ce que vous avez envie que l'on vous dise ;on est venu parce qu'on est très content de se retrouver...
(Applaudissements)

A la limite, on aurait envie de discuter de : qu'est ce qu'on peut faire aujourd'hui?
(Quelques applaudissements)

On voit bien l'intérêt qu'il y a autour de ces 30 ans. On se dit: pourquoi il y a

tant de choses que cela sur cette période de 30 ans?

Cette année, il y a quelque chose de particulier, une demande qui est plus forte et qui n'est pas uniquement propre à des pays, mais il n'y a qu'à voir la sollicitation dont on fait l'objet de la part de la presse de tous ces pays, sous différentes formes.

Je pense que si cela les intéresse, et si cela intéresse tout le monde, il y a 2 raisons.

Aujourd'hui, on peut dire que c'est entré dans l' Histoire.

Finalement, on s'aperçoit que cela a été un moment important de l' Histoire. On n'a pas trop crû sur

le coup que c'était un moment véritablement historique, important, mais qu'il y ait véritablement

quelque chose qui se soit inscrit, je ne suis pas sûr que l'on en était certain à ce moment-là.

D'autre part, au moment où les gens ont l'impression d'être enfermés partout, d'avoir une chape qui les enferme sans aucune perspective, ils se disent « *qu'est-ce qu'on pourrait faire pour en sortir ?* » et il se trouve que, comme il y a l'anniversaire, il se disent que ce serait peut-être intéressant d'en discuter et de discuter d'autre chose en même temps.

C'est ce qui fait que, à la fois, on est content de se retrouver et on voudrait bien se dire que ce n'est pas seulement le passé, mais aussi peut-être quelque chose sur l'avenir.

A mon avis, ce qu'il ne faut pas oublier parce que l'on ne vit plus du tout ce contexte-là, c'est tout le contexte international, qui était un contexte de revendication et de contestation généralisée.

Aujourd'hui, on a le capitalisme libéral, tout le monde dit qu'il n'y a que le capitalisme libéral, mais à cette époque-là, on a des attaques aussi bien contre le capitalisme que contre le socialisme.

Par exemple, contre le capitalisme dans nos pays européens, le mouvement avait commencé avant en Italie et en Allemagne, avant *sous* d'autres

formes aux Etats-Unis, soit que ce soit des mouvements pacifistes, soit que ce soit des mouvements contre la Guerre du Vietnam etc., en Allemagne et en Italie, c'était contre autre chose, mouvement également de contestation à l'intérieur du bloc dit « socialiste », l'Albanie, la Tchécoslovaquie, la Chine et ainsi de suite.

Si bien qu'il y avait dans le monde entier, depuis un certain nombre d'années, une contestation très forte des systèmes existants qui avait généré toute une série de courants politiques, d'organisations, avec, en France, cela qui arrivait à la suite de la guerre d'Algérie.

Ce qui explique effectivement le mouvement de politisation, qui était un mouvement de politisation extrêmement fort, qui donne sa tonalité particulière au mouvement français, qui est pour moi une espèce de lame de fond, dont personne ne sait trop pourquoi elle est arrivée.

C'est un peu comme la chute du Mur de Berlin, personne ne s'y attendait, cela s'est fait, personne ne l'a organisée, mais tout le monde y a participé d'une façon ou d'une autre et d'une façon étatique. Donc même chose à propos du Mur de Berlin et de ce qui s'est passé dans les pays socialistes.

C'est extrêmement important à prendre en compte, y compris pour voir, par rapport à cela, ce qui a fait l'importance du PSU et de l'UNEF. C'est-à-dire qu'il se trouve que le PSU, comme l'UNEF, était dirigé à ce moment-là par les étudiants du PSU, bien que toute une série d'étudiants du PSU pensaient que, comme le PSU avait pris la direction de l'UNEF, il ne fallait surtout pas qu'il conserve la direction de l'UNEF. Cela fait partie des histoires permanentes qu'il y avait au sein du PSU: quand on faisait quelque chose, il fallait en même temps dire que c'est le contraire qu'il fallait faire !

C'était des lieux d'accueil qui avaient une capacité de rassemblement, de faire vivre et de faire coexister en leur sein des courants qui étaient différents, qui faisaient appel à la réflexion, à la projection.

Parce je crois qu'il y a un autre élément qu'il faut prendre en compte, et je vais dire comment je vois les choses de façon assez simple.

D'une part, le PSU était la suite de la Guerre d'Algérie, d'autre part, une autre idée de la planification. On va dire la Guerre d'Algérie + MENDES-FRANCE et, là, on retombe sur les problèmes d'aujourd'hui, c'est-à-dire qu'à un moment, on a l'impression que l'on peut construire son avenir.

Tout le monde avait l'impression que l'on pouvait construire l'avenir, que comme il était en train de se faire, il se faisait mal, mais que l'on pouvait effectivement le prendre à mal, c'est-à-dire valoriser la planification technocratique, la planification socialiste, la planification cogestionnaire, et c'était quelque chose qui était beaucoup dans l'air du temps, qui n'apparaît effectivement pas dans le film, mais qui explique que les gens aient autant pris la parole, et l'aient prise en exprimant des choses qui étaient aussi fortes, aussi politisées.

C'est vrai que la revendication du socialisme est arrivée et s'est développée de façon assez forte dans le mouvement alors qu'elle n'y était pas complètement au départ.

Au départ, on parlait plutôt de revendications qui étaient d'ordre démocratique, mais qui ont avancé assez vite avec la radicalisation du mouvement.

Ce qui a fait l'importance du PSU et de l'UNEF, c'est, non pas de pouvoir diriger... je crois que personne n'a rien dirigé, il s'est trouvé que certains ont joué le rôle de porte-parole parce qu'à certains moments, dans un tel mouvement, il faut bien que certains expriment ce que peuvent dire les autres, et le rôle qu'a joué par exemple l'UNEF et le rôle qu'a joué le PSU ont consisté à essayer un peu de coordonner, d'éviter d'aboutir à ce que toutes ces choses qui étaient complètement morcelées les unes à côté des autres et qui s'étaient développées spontanément essaient de trouver une certaine unité, que les revendications s'opèrent dans certains secteurs, dans différents domaines.

Pour moi, c'est le rôle qu'a joué l'UNEF en 68, le rôle qu'a pu avoir le PSU dans la mesure où, l'un comme l'autre avaient joué un rôle important à la fois dans le mouvement étudiant, dans le mouvement étudiant anticapitaliste, dans le mouvement anti-colonialiste de façon générale, et aussi un rôle important pour essayer de constituer une unité syndicale, notamment autour de la question de la

Sécurité Sociale.

En particulier, l'UNEF avait joué un rôle extrêmement important, parce qu'après, cela nous est apparu tout à fait ordinaire que les organisations syndicales soient unies, mais l'unité syndicale, dont on a d'ailleurs pâti en 68, qui a abouti à ce que la CGT, dans les entreprises, corsette la CFDT, a été le résultat de cette unité syndicale qui avait été construite avec une participation importante du mouvement étudiant autour de la question de l'anti-colonialisme et la question de la Sécurité Sociale.

Donc voilà ce que je voulais dire en introduction pour répondre à tes questions.

Autrement, on peut essayer de répondre à toutes les questions.

Bernard LANGLOIS.- Avant de donner la parole à la salle tout de suite, une précision: est-ce que, toi, Jacques SAUVAGEOT, avec ta double casquette d'UNEF-PSU, tu te sentais plutôt UNEF, plutôt PSU ou est-ce que cela allait très bien ensemble ?

(Rires)

Autrement dit, on posera la question aussi tout à l'heure, comment se passait la liaison entre le mouvement étudiant dont tu étais encore, syndical, et l'organisation politique à laquelle tu appartenais, qui était sensée essayer de donner un contenu à tout cela et de prévoir quelques perspectives?

Jacques SAUVAGEOT.- Le fonctionnement était sans problème et allait de soi puisque c'est en tant que PSU, ou proche du PSU, qu'un courant politique avait pris la responsabilité de l'UNEF en 1967.

Bernard LANGLOIS.- J'entends bien, mais sur le plan concret, il peut y avoir une certaine harmonie sur le plan des idées et des engagements et que ce soit assez difficile à faire vivre dans le cadre d'un mouvement.

Jacques SAUVAGEOT.- Il y avait une parfaite harmonie au moins avec une partie du PSU...

(Rires)

Bernard LANGLOIS.- Je vais vous donner la parole tout de suite, simplement, je voudrais faire quelques «annonces légales» pour vous signaler d'abord l'absence de Charles Piaget, qui est malade, malheureusement; Gilles Martinet est également souffrant, et Michel ROCARD a envoyé un petit mot aux organisateurs pour leur dire qu'il était en Afrique, donc qu'il ne pouvait pas venir à cette réunion et qu'il le regrettait.

Sinon, tous les autres sont ici.

Je vous donne la parole pour un petit quart d'heure.

Rina HANAN.-

Il y avait plus de femmes actives qui prenaient la parole que dans le film que nous venons de voir !

(Rires)

Jacques SAUVAGEOT.-

Je crois qu'il n'y avait pas une seule femme au bureau national du PSU.

Bernard LANGLOIS.-

C'est vrai que les femmes ne prennent pas beaucoup la parole dans le film. Sauf que vous avez peut-être remarqué une scène de cantine où ce sont les femmes qui parlent et les hommes qui servent la soupe ! J'avais noté cela au passage !

Louis VIN.-

J'ai vu une «queue de comète » d'émission il y a quelques jours avec Jacques SAUVAGEOT où, justement, le journaliste demandait « *majs en fait, vous avez fait quelque chose, mais cela a servi à quoi ?* » Cela n'a servi à rien et à la fin, il n'y a pas eu un « truc » très clair, cela a coupé pratiquement derrière, et en fait, c'est vrai que l'on a reculé sacrément depuis 10 ans, surtout depuis les années 90, où on matraque avec le chômage etc..

J'aimerais que Jacques ou quelqu'un d'autre puisse préciser cette histoire de « *vous n'avez pas réussi* ».

(Remous dans la salle)

Bernard LANGLOIS.-

Là, nous sommes dans un débat très général sur Mai 68 et pas tellement sur le rôle du PSU.

Louis VIN.-

Si parce que c'est lié et ce qui est le plus important aussi, c'est qu'effectivement, on n'a pas réussi et qu'il y a eu du monde qui est parti du PSU pour aller ailleurs, pour réussir et qui n'a pas fait quelque chose de bien sérieux, ou d'important, pour l'ensemble des travailleurs et des masses de la population.

Charles LAY.-

Je n'ai été au PSU qu'en 1982, et en 1968, j'étais civil en Algérie pour faire mon métier. Le problème, c'est que, de là bas, cela paraissait un peu la kermesse, mais ma question n'est pas sur ce plan, elle est sur le statut d'étudiant et de militant politique.

Est-il possible, quand on n'a pas un enracinement géographique un peu durable, d'être militant politique en même temps que l'on est étudiant? Il me semble que la question se pose.

Bernard LANGLOIS.-

C'est en fait une question sur le statut de l'étudiant et sa précarité; est-ce qu'il permet d'avoir un engagement politique?

Guy PHILIPPON.-

Je suis au PSU depuis la Guerre d'Algérie, c'est-à-dire depuis sa fondation. En 1968, j'ai été essentiellement dans mon établissement, le Lycée Chaptal, où il y avait, c'est un aspect qui est dans le film, des réunions professeurs/agents, et c'était bien la première fois que les agents parlaient avec ceux qu'ils appelaient les « seigneurs », et les élèves, bien entendu.

Il y avait des discussions toute la journée pour refaire l'enseignement dans une atmosphère très féconde et qui est en partie retransmise dans le film.

Mais je m'adresse à Jacques SAU AGEOT: est-ce que le bureau de l'UNEF était à cette époque homogène, c'est-à-dire avec des gens qui étaient tous autour du PSU, ou est-ce qu'il y avait différentes tendances, disons maoïssantes, trotskissantes, qui appartenaient à la même majorité, et quelles étaient les relations entre l'UNEF et, d'une certaine façon, le PSU aussi, et ces autres mouvements?

Quel était le rapport qu'a entretenu Jacques SAUV AGEOT lui même, en particulier avec COHN-BENDIT, qui était une personnalité très forte de l'époque? Comment voit-il le rôle de COHN-BENDIT dans ces événements? Quels étaient les rapports?

Roger BARRALIS.-

J'étais militant du PSU en Mai 68.

J'ai en fait une question et deux remarques.

La question serait de demander à Jacques SAUVAGEOT de parler encore un peu plus ensuite parce que cela fait plaisir effectivement de l'entendre, et comme on ne se voit plus depuis 30 ans...

(Rires)

Deux remarques.

La première, qui est en forme de réponse au camarade qui a posé une question sur l'articulation entre les militants étudiants et le fait qu'ils puissent être militants du Parti.

A l'époque, je le rappelle, j'ai milité au Parti à Paris de 1966 à 1968, les sections étudiantes du PSU militaient aussi dans le Parti et pour le Parti, c'est-à-dire que nous militions comme il se doit aussi bien dans nos facultés qu'au côté des sections de quartier, que ce soit à propos d'actions ponctuelles ou dans les élections.

D'ailleurs, au moment des élections, les sections étudiantes étaient rattachées, chacune d'entre elle, à telle ou telle élection de quartier et d'arrondissement. Il y a ici des camarades qui le savent, notamment Marc HEURGON, que nous avons soutenus. Donc sur ce plan, il n'y avait pas de difficultés particulières.

Je reviens sur le contexte international cité par Jacques SAUVAGEOT. De toute évidence, ce contexte était capital pour nous et il faut bien se rappeler, puisqu'il a cité des divergences au sein du groupe des étudiants du PSU, que par exemple l'une des divergences était le fait qu'une partie des étudiants du PSU travaillaient sur le Vietnam avec le Comité Vietnam National, c'est-à-dire avec les trotskistes, et une autre partie des étudiants du PSU travaillaient avec les Comités Vietnam de base, c'est-à-dire les maoïstes.

De toute évidence, dans ce genre de situation, on pourrait dire Z choses. On pourrait dire que les étudiants du PSU étaient divisés; on pourrait dire aussi, parce que c'est tout au vrai, que c'était la seule organisation étudiante qui avait une vision un peu plus globale.

Pour la question sur les femmes, à l'époque, Marc, il est clair que les femmes manquaient beaucoup aux postes de direction, c'est le moins que l'on puisse dire. Il faut se dire que le MLF, c'est les années 70.

Je termine sur le problème du PSU. Je pense que nous étions une organisation avant la période suivante qui a été une période d'éclatement en 1970-

1971, où s'affrontaient effectivement aussi, au sein des étudiants du PSU, plusieurs lignes, mais en fait, il y avait quand même une réelle unité.

J'en veux pour preuve un autre élément important parce que je pense que Jacques y a fait allusion à un moment: les 3, 4 et 5 mai 1968, les étudiants du PSU étaient en conférence nationale étudiants; elle était assez importante parce que, depuis plusieurs mois, il y avait une bagarre importante au sein des étudiants du PSU sur les conceptions essentiellement de direction et aussi sur l'avenir et les orientations politiques.

Je rappelle quand même pour mémoire qu'à cette conférence nationale étudiants, grosso modo, il y a eu un texte final qui a été voté pour l'orientation générale par 60 % des voix contre 40 % et on s'est bien vite aperçu que, de toute façon, cette divergence et ces problèmes internes ne nuisaient en rien à l'action.

J'en veux pour preuve que, courant Mai 68, tous les étudiants du PSU ont fait leur travail à la base ou dans les endroits où ils étaient, et qu'à partir de début juin 68, quand il s'est avéré qu'il y avait de grosses difficultés de direction, une direction étudiante parisienne a été reconstituée le 6 juin 1968 et une direction nationale, le 25 juin 1968, que la majorité des membres de ces deux directions étaient des minoritaires de la CNE et qu'ils travaillaient la main dans la main avec tous les autres camarades.

Donc je voudrais le rappeler parce que ce PSU de cette époque, bien qu'il ait été divisé en orientations différentes, avait une capacité d'action unitaire très importante, ce qui a été capital.

Je précise d'ailleurs que le fait que les gens du PSU aient été rassemblés par tous leurs représentants militants délégués en tant que tels à Paris à la CNE les 3, 4 et 5 Mai a joué un rôle important dans la rapidité de réaction des sections étudiantes partout en France au moment de Mai 68.

Nous avons d'ailleurs, pendant les événements, provoqué d'autres réunions et une réunion nationale courant Mai au cours de laquelle des consignes et des

orientations ont pu être données, et à cette époque, il y avait la radio pour nous, mais il y avait aussi ce relais direct avec les militants étudiants qui avaient réussi à discuter entre eux à Paris et qui revenaient munis d'un certain nombre d'informations utiles pour le combat.

Voilà, je ne voudrais pas prolonger. Dernière remarque: je trouve que cette réunion est très importante parce qu'il y a eu le dixième anniversaire, le vingtième anniversaire et aujourd'hui, le trentième.

Au bout des 10 ans, il y a eu pas mal de choses, au bout des 20 ans, pas grand-chose et tu as eu raison de dire qu'au bout des 30 ans, il y a un peu plus de chose.

De toute façon, jusqu'à présent, il y a quelque chose qui a été à toutes ces commémorations, c'est que le PSU a été très largement occulté.

(Applaudissements)

Bernard LANGLOIS.-

On est là pour réparer cette injustice. Jacques SAUVAGEOT.- Je pense que Roger serait mieux ici, à la tribune, qu'il a une bien meilleure mémoire que moi et cela contribue à répondre à la question des rapports de l'UNEF et du PSU.

C'est vrai que c'est le PSU qui constituait la cheville, le noyau de l'UNEF, étant entendu que la situation qu'il y avait à l'intérieur du PSU avec ses divisions, on l'a retrouvait d'une façon beaucoup plus large au niveau de l'UNEF.

Alors attention, c'est difficile, on va généraliser, mais forcément, on passe à côté d'un certain nombre de situations réelles. Car il y avait des sections de l'UNEF qui étaient tenues encore début 68 par ce que l'on appelait les « majos », c'est-à-dire des gens qui auraient dû être à la FNEF, et à côté de cela, il y avait des sections de l'UNEF qui avaient été des situationnistes, donc qui s'étaient préoccupés avant tout de faire sauter les structures de l'UNEF.

Mais globalement, l'UNEF, c'était le lieu où se retrouvait une partie des courants politiques qu'il y avait dans le mouvement étudiant. Je dis bien une partie,

pas tout, parce qu'un certain nombre de maoïstes estimaient qu'ils n'avaient rien à faire à l'intérieur du mouvement étudiant. L'UNEF a pu jouer un rôle, et c'est à la fois sa limite et sa force, pour les étudiants du PSU dans la mesure où il était un point de rencontre entre des gens qui, autrement, avaient chacun sa logique propre, mais qui, sur certains points, pouvaient ou devaient essayer de trouver un terrain d'entente.

Si bien qu'à l'intérieur de l'UNEF, on avait en gros une aile droitière autour de l'UEC disant que la question de la réforme de l'université était une question de moyens, de l'autre côté, une aile ultra gauchiste autour des maoïstes, les plus sectaires, qui n'avaient rien à faire de l'université puisqu'il fallait se mettre au service des travailleurs, et des courants un peu centraux autour de cela qui disaient qu'il fallait se battre dans l'université pour une transformation démocratique au service d'une université démocratique.

Donc quelque chose de très éclaté, où l'UNEF n'était pas dans la plupart des cas, surtout sur le plan national, une structure qui avait une grande force et de gros moyens. Après, cela pouvait être différent selon les endroits.

Quant au rôle de COHN-BENDIT, les rapports étaient forcément assez complexes. Le mouvement du 22 mars s'est constitué sur la base de la disparition, ou de la fusion en son sein de tous les mouvements qu'il y avait sur Nanterre; c'était un mouvement qui a mis très tôt l'accent de façon très forte, on ne pouvait pas véritablement le ranger dans les courants situationnistes, mais il était quand même relativement contre tout ce qui était structure, tout ce qui était démocratique, et l'UNEF était, pour le mouvement du 22 mars, une structure démocratique, donc dangereuse, qu'il fallait combattre.

Malgré tout, il y a toujours eu quelque part une solidarité, en particulier, pour notre part, notre raisonnement a toujours été, face à ceux qui voulaient essayer d'utiliser le mouvement étudiant, de faire preuve d'une solidarité, d'où l'apparition du «trio », largement conditionnée, d'une part, par le fait qu'il y a eu au départ les événements de Nanterre et d'autre part, que la CGT et le PC avaient déjà parlé du «juif allemand », qui était COHN-BENDIT.

Donc il a fallu faire preuve, vis-à-vis de ceux qui essayaient de diviser le

mouvement étudiant en séparant les bons et les mauvais, d'unité.

Sur la question de ce que l'on a obtenu, attention, on ne va pas juger aujourd'hui pour savoir si ce qui se passe aujourd'hui s'est passé à cause de Mai 68, si on en prend la responsabilité et ainsi de suite.

Quand même, ce que l'on peut dire, par rapport à la situation que l'on a vécue à ce moment-là, c'est que Mai 68 est un mouvement social à contenu politique, mais qui n'avait pas les moyens de donner véritablement un débouché politique. Il n'y avait que le PSU qui, sur le plan politique, en-dehors des groupuscules gauchistes, était véritablement un interlocuteur par rapport au mouvement.

Le mouvement étudiant a été pris de plein front par la droite, qui a vu une conspiration internationale, n'a pas du tout été compris par la gauche socialiste qui attendait que cela se passe, et a été pris comme un mouvement très dangereux par la gauche communiste, qui voyait par là un danger très fort en tant que remise en cause de tous les systèmes établis.

Si bien que je crois que c'est ce qui fait que Mai 68 a débouché sur toute une série de transformations liées au mode de vie et toute une série de revendications sur un plan salarial, puisqu'au bout d'un moment, il a bien fallu traduire les choses en revendications; les gens sont quand même entrés par exemple avec des augmentations du SMIC de 15 à 20 %, et encore, il a fallu les faire rentrer à coups de pied au cul parce qu'ils trouvaient que 15 à 20 %, cela ne valait pas le coup.

Dans cette période, il s'est véritablement passé quelque chose d'exceptionnel parce qu'aujourd'hui, on discute pour 2 ou 3 %. Là, pour 15 ou 20 %, les gens ne veulent pas rentrer.

Cette soif de construire le monde autrement, ce n'est pas quelque chose qui pouvait se régler du jour au lendemain, il n'y avait que le PSU qui était le prolongement politique. .

Si on fait la comparaison aujourd'hui je vais peut-être faire sursauter), ce serait un peu Lutte Ouvrière, avec, comme différence, le fait que le PSU avait un

prolongement dans le mouvement syndical, dans le mouvement associatif plus important, mais qui était électoralement un mouvement faible, peu implanté, un peu présent dans les structures locales, mais dont on peut penser que ce n'est pas complètement étonnant qu'il n'ait pas pu offrir des perspectives au mouvement. C'est la grande discussion.

Bernard LANGLOIS.-

On n'est pas là pour débattre de Lutte Ouvrière. Je voudrais passer la parole à Marc HEURGON.

Marc HEURGON.-

Si je comprends bien, je dois essayer de donner une explication de l'une des fameuses journées que le PSU a marquées, qui est la journée de Charléty.

Je devais en parler avec Gilles Martinet, je regrette qu'il soit fatigué et qu'il n'ait pas pu parler en particulier d'un problème important, qui est le problème de l'attitude de MENDES-FRANCE par rapport au PSU. J'essaierai donc d'en dire un mot rapide.

D'abord, qu'est-ce que c'est que Charléty? Eh bien c'est très simple: le lendemain, ou le surlendemain de cette fameuse manifestation où, après un discours de de GAULLE, on s'était répandu dans les quartiers de la ville, et en particulier en direction de la Bourse, beaucoup disaient *« jl ne faut pas qu'il y ait une nouvelle Journée de ce genre parce que sinon la Police tirera il y aura des morts »* et certains disaient même *« tu les auras tes fameux morts du PSU [»*.

Je dois dire qu'un homme a joué, dans cette période, un rôle essentiel, il faut le dire: c'est le préfet de Police GRIMAUD. Il a vraiment évité tout ce qui pouvait être affrontements et il suffit de réfléchir 5 minutes à ce qu'aurait pu être fin Mai 68 si on avait eu à ce moment-là un homme comme Papon Préfet de Police et traitant les étudiants comme il avait traité les Algériens 6 ans avant..

Sur l'histoire de Charléty, c'est très simple, je vous raconterai une petite histoire personnelle. Lorsque j'ai fait mon premier livre, il y a 3 ans, il y avait, à la réunion, notre ami ARTHUIS, ancien trésorier du PSU; 15 jours après, je suis allé revoir ARTHUIS dans la région où il était retiré, près de Saint-Jean-de-Luz, et il m'a dit

quelque chose de très émouvant, surtout si l'on veut bien se rappeler que c'est à peine un mois après qu'il a disparu brutalement. ARTHUIS m'a dit à ce moment-là: *« Charléty; c'est moi qui l'ai fait parce qu'on ne voulait pas prendre le risque d'une attaque de la Police; je passais tous les matins à Charléty, je connaissais le stade mon frère m'a aidé pour organiser la sonorisation, nous avons prévu comment on pourrait aller du bas de la place d'Italie jusqu'à Charléty et tout cela a été mis au point »*.

Je crois que c'est intéressant à rappeler parce qu' ARTHUIS n'avait pas l'habitude de raconter des histoires de ce genre qu'il inventait, et voilà quelqu'un qui a joué, dans cette période du PSU, un rôle essentiel.

Tout le monde le sait, le cortège a pris en bas de l'avenue allant place d'Italie, puis a descendu le long du boulevard, a réussi à pénétrer à l'intérieur de Charléty; combien de personnes? Entre 5 000 et 30 000, dit-on. En tout cas, le stade était totalement comble, dans un ordre parfait, le service d'ordre étant fait, d'une part, par les militants de l'UNEF, d'autre part, par des militants ouvriers de la CFDT dont certains étaient venus uniquement pour participer à cette histoire.

C'est important parce que c'est ce jour-là, à Charléty, que s'est effectuée la jonction durable entre la CFDT et le PSU, des militants de FO, de la FEN et du PSU, et que cela a été, si l'on veut, non pas une manifestation uniquement politique, mais une manifestation également syndicale.

Je rajouterai simplement que le Parti Communiste, qui avait l'habitude parce qu'il l'avait déjà fait lors des fameuses manifestations contre la Guerre d'Algérie, avait à ce moment-là donné rendez-vous à ses militants n'importe où pourvu que ça ne soit pas en direction de Charléty.

J'ajouterai la présence d'un responsable de la CFDT, Fredo KRUMNOV qui était responsable de la fédération Acuitex; ce qui a fait le plus de bruit, c'est la présence de BARGONNET, qui avait, l'avant-veille, donné sa démission de la CGT en disant *« tout est possible »* et qui a voulu s'exprimer à Charléty même. Cela vous montre une unité, une union assez large qui a pu se former.

Il y a une question à laquelle il faut répondre, même si on ne l'a pas posée....

(Rires)

c'est; qu'a fait MENDES-FRANCE à Charléty ? Est-ce qu'il y était ? Est-ce qu'il a parlé ? S'il ne l'a pas fait, pourquoi ?

Réponse: il n'avait pas voulu accepter d'être présent officiellement à Charléty, mais il avait dit « *quand il y a danger; quand il y a risque de tirer; il faut que je sois là* ». C'est déjà ce qu'il avait fait en 1962, après l'affaire de Charonne. Et là, il a voulu être présent.

Au début du rassemblement, je le revois discutant avec des sympathisants du PS, en particulier l'actuel ministre Chevènement, et puis se dirigeant jusqu'à Charléty. Et à Charléty, plusieurs personnes avaient à un moment fait signe « *voulez-vous parler ?* » et il a dit « *non je suis dans une manifestation syndicale et non pas dans une manifestation politique et je ne prendrai pas part à la discussion* ».

C'est peut-être ce qui lui a valu de perdre un siège à Grenoble, mais cela répond sur la question de la présence de MENDES FRANCE à Charléty, très important.

Un mot encore: quelqu'un d'autre qui a joué par son absence à Charléty un rôle important, je le dirai en un mot, c'est François MITTERRAND. Consulté sur la présence qu'il pourrait effectivement avoir à Charléty, il a répondu: « *ce sont des gens avec qui je ne veux rien avoir à faire* » et effectivement, il n'a rien eu à faire.

(Applaudissements)

Jacques SAUVAGEOT.-

Cela m'étonne que tu aies oublié de rappeler qu'effectivement, la manifestation de Charléty, c'était se rassembler dans un lieu fermé suite au fait que les rassemblements de plus de trois personnes étaient interdits et que l'on se disait « *il faut faire une proposition de manifestation dans un endroit fermé qui évite les risques* ».

Deuxièmement, il s'est trouvé que cela a coïncidé avec la première vague de refus des accords de Grenelle, on le voit dans le film de Klein, cela aurait peut-être pu venir des sections syndicales, qui arrivent et qui font le tour du stade. Cela correspond au moment où elles décident de refuser les accords.

Marc HEURGON.-

C'était le matin.

Michel PERROT.-

J'étais le prédécesseur de Jacques SAUVAGEOT à l'UNEF donc j'ai quelques souvenirs.

En particulier, il me reste des souvenirs puisqu'à chaque fois qu'il y a quelque part...

Une INTERVENANTE.-

Oui, mais Monsieur, vous avez besoin d'un micro, moi je n'ai pas besoin de micro et on m'entend !

Bernard LANGLOIS.-

S'il vous plaît, Madame.

Michel PERROT.-

A chaque fois qu'il est question de Mai 68 et de Jacques SAUVA- GEOT, on rappelle qu'il était le Vice-Président qui remplaçait le Président démissionnaire et le Président démissionnaire, c'était moi !

(Rires)

Un INTERVENANT-

Pourquoi avais-tu démissionné?

..

Michel PERROT.-

Je vais l'expliquer.

Les étudiants du PSU sont arrivés au bureau national de l'UNEF en février 1967 et c'était l'époque où l'UNEF avait des difficultés sans nom, en particulier après avoir été dirigée par, grosso modo, la plupart des tendances qui existaient dans le milieu étudiant, il ne restait plus que les ESU pour assurer cette direction.

Je rappelle que l'UNEF, à l'époque, à la suite d'un désastreux festival culturel étudiant qui s'était passé en 1966, avait un revenu moyen de cotisation de

l'ordre de 100000 francs par an et un passif de l'ordre de 500000 F de dettes à rembourser.

C'est dire que mon expérience, pendant cette période 1967-1968, a été surtout de rencontrer des huissiers qui venaient essayer de saisir des meubles, des chaises et des machines à écrire qui, de toute façon, ne nous appartenaient pas !

Deuxièmement, si j'ai été finalement élu Président de l'UNEF, je dois dire que ce n'était pas particulièrement bien vu, notamment par Marc HEURGON...

(Rires)

... parce qu'il considérait que, manifestement, je n'avais aucun charisme, aucune capacité de tribun et qu'il y avait certainement des gens beaucoup plus qualifiés parmi les ESU pour assurer cette direction, ce que je reconnais volontiers.

Troisièmement, les raisons de cette démission, qui sont toujours apparues comme des raisons personnelles, tenaient à deux événements qui se sont passés en mars 1968.

Le premier était une Assemblée Générale qui s'est déroulée sous le contrôle du service d'ordre du PC et cela, je ne l'ai toujours pas digéré, le deuxième événement était une manifestation conduite par l'UNEF, dont le mot d'ordre était « *construisez VILLETANEUSE* », et cela, je ne l'ai toujours pas digéré non plus !

Alors je dois dire qu'à partir de là, ma présence à l'UNEF n'était déjà pas très indispensable, elle est devenue quasiment inopportune, c'est la raison pour laquelle j'ai démissionné.

Je dois vous dire que cela m'arrangeait bien, sur le plan personnel puisque, de toute façon, j'avais 26 ans et demi et il commençait à être vraiment nécessaire que je travaille un peu, que je voie un peu ce que c'était que le monde du travail.

Donc j'étais en pourparlers avec IBM et en avril, j'ai signé mon contrat de travail, mais il n'a pris effet que le 10 juin, c'est-à-dire qu'en réalité, je suis revenu voir Jacques SAUVAGEOT en disant « *à condition que l'on ne parle pas de moi, je suis prêt à jouer les utilités dans le bureau* », ce que j'ai fait pendant Mai 68, c'est-à-dire

que dès qu'il fallait une permanence au téléphone, je la tenais.

En particulier, c'est pourquoi je n'ai pas assisté à Charléty parce que, ce jour-là, j'étais de permanence au téléphone !

(Rires)

J'ai de très bons souvenirs, mais je ne fantasme pas sur l' Histoire. Simplement, j'ai continué à militer, je suis maintenant l'un des responsables de la CIDT sur IBM et nous sommes en train de mener une action qui peut conduire à une grève de plusieurs milliers de salariés d' IBM pour assurer la défense de leur statut; j'espère que l'on arrive à faire quelque chose dans un milieu qui est caractéristique de l'impérialisme américain et on va essayer d'en casser un morceau, on va bien voir ce que cela donne.

J'ai quand même une question à poser à Jacques SAUVAGEOT puisqu'on a déjà eu l'occasion d'en parler ensemble. Vous vous souvenez que le Parti Communiste et la CGT avaient organisé une manifestation seuls, c'était je crois le 29 mai, que cette manifestation avait eu un tonus particulièrement dynamique, particulièrement dur; le problème est que cette manifestation ne représentait que l'un des courants du mouvement de Mai 68 et que l'on sait à peu près que si les autres organisations syndicales, et notamment celle des DFN, FO et le PSU, ne se sont pas associées à cette manifestation, c'est parce que l' UNEF exigeait de la part de la CGT la présence de COHN-BENDIT au premier rang de la manifestation et dans l'état de la situation de l'époque, la CGT n'était pas du tout prête à accepter un tel pré requisit, comme on dit.

Bernard LANGLOIS.

- Il avait été accepté le 13 mai, ce qui prouve que le mouvement avait quand même bien évolué.

Michel PERROT.-

Je pense que si jamais, tactiquement, l' UNEF, à l'époque, avait dit « *on a un cahier de revendications et parmi les revendications il y a la présence de COHN-BENDIT en tête de cortège mais pour des raisons tactiques on passe un*

compromis et on accepte de passer ce point il la trappe», peut-être que la manifestation du 29 mai aurait eu un caractère beaucoup plus puissant, beaucoup plus large et peut-être que, manifestement, cela aurait entraîné une dynamique sociale, avec des conséquences et des prolongements plus importants que ceux que cela a pu avoir.

Une INTERVENANTE.-

Etant donné la profession que j'ai eue, en effet, il est curieux que l'on puisse m'entendre et que j'aie pu m'exprimer tout à l'heure.

Car je peux vous dire que, pendant très longtemps, j'ai été aphone, on ne m'entendait plus. J'ai chanté, j'aurais pu devenir cantatrice, si vous saviez ce que j'ai chanté, et des sommités du monde...

(Remous dans la salle)

Alors ma question: d'abord, Monsieur SAUVAGEOT, je vous respecte et vous admire parce que quand vous avez constaté l'échec de Mai 68, immédiatement, personne n'a plus entendu parler de vous. Vous êtes d'accord avec moi ?!

(Rires)

En revanche, en ce qui concerne Lutte Ouvrière et Arlette LAGUILLER, j'ai pour ami M. Guy PHILIPPON et lui et moi ne sommes pas d'accord avec vous et beaucoup d'autres personnes aussi je crois ne sont pas d'accord avec vous, mais nous vous admirons quand même.

D'ailleurs je peux vous dire aussi que je me suis rendue en Corse, que je connais la Corse par coeur, en compagnie d'un Président de l' UNEF dont je ne me souviens pas du nom, mais je ne crois pas qu'il s'agisse de vous, il ne vous ressemblait pas, il était un peu moins beau que vous en Mai 68 T

Mais ce n'est pas en Mai 68 que je me suis rendue en Corse.

Monsieur a dit des choses très justes, que j'ai tout à fait reconnues et comprises. En revanche, il y a une seule chose qu'il a dite et alors là, vraiment, je le jette et pourtant, j'y tiens...

(Remous dans la salle)

Bernard LANGLOIS.-

Posez votre question.

La même INTERVENANTE.-

Je n'ai pas écouté ce que vous répondiez à ce Monsieur.

Bernard LANGLOIS.-

Alors allez-y.

La même INTERVENANTE.-

Je suis d'accord avec vous, MENDES- FRANCE y était, mais pas officiellement...

Bernard LANGLOIS.- Question, s'il vous plaît...

(Remous dans la salle)

La même INTERVENANTE.-

Vous avez dit que MITTERRAND n'était pas au stade Charléty. Vous l'avez dit?

Bernard LANGLOIS.- Oui.

La même INTERVENANTE.-

Eh bien ce que je peux vous dire,c'est vrai, et je suis bien placée pour le savoir, c'est que l'on sait faire des images fictives car on nous a présenté exactement le rendez-vous du stade Charléty, dont vous avez fait une description parfaite, et je vous assure qu'à la télévision, j'ai bien reconnu François MITTERRAND.

(Rires)

(Remous dans la salle)

Applaudissements)

Henri ROUILLAUD.-

J'étais dans l'équipe du bureau national de l'UNEF à cette époque-là et je voudrais dire quelque chose sur la partie historique. Car il ya évidemment deux volets.

Sur l'aspect historique, il y a un vrai travail d'historien à faire, qui concerne ce que nous étions à l'époque et là, j'invite Marc HEURGON à faire son deuxième tome, Jacques KERGOAT à écrire aussi sur le sujet etc..

On trouve beaucoup de livres sur ce qu'ont été les groupes révolutionnaires, je pense aussi bien à la Ligue qu'à l'UJCMF, par exemple, qui ont joué, d'une façon très différente, l'un et l'autre, un rôle dans les événements, en particulier les livres d'Hervé HAMON sont tout à fait intéressants là-dessus.

On trouve des livres sur la deuxième gauche, sur ROCARD, sur MENDES-FRANCE, sur la CFDT, qui ont également joué un rôle très important, et on trouve très peu de choses sur ce que nous étions à l'époque et qui, d'une certaine façon, était une plaque tournante entre la deuxième gauche et le groupe révolutionnaire qu'était le PSU.

C'est tout à fait dommage car il manque tout un pan très important qui permet de donner une compréhension à ce qui s'est passé. Chacun a sa contribution à faire là-dessus, et sur le dernier point qu'a évoqué M. PERROT, sur l'erreur que l'on a faite le 29 mai en n'étant pas avec la CGT dans la rue, je suis complètement d'accord.

Je me souviens de la négociation du 28 au siège de la CGT, mais je voulais d'abord dire que, d'une certaine façon, le PSU de l'époque était un peu la gauche plurielle d'aujourd'hui, c'est-à-dire un endroit où on était extrêmement différents; on passait son temps à s'engueuler (c'était un petit parti) et en même temps, on s'aimait bien, la preuve en est d'ailleurs le plaisir que l'on peut retrouver à revoir les uns et les autres quelles qu'aient été les vicissitudes et les engueulades du moment, et les vicissitudes après de toute une série de choses que l'on a vécues les uns et les autres.

Il y avait une forme de tolérance politique qui était forte. Je voudrais citer l'un d'entre nous, qui est mort maintenant, Jean TERCE, qui avait joué un rôle extrêmement important. Grâce à lui, on avait découvert le testament de LENINE, qui expliquait un certain nombre de choses sur STALINE en 1923-1924.

On avait grâce à lui découvert les textes de Rosa LUXEMBOURG, qui sont les textes de 1917 qui critiquaient la dissolution par LENINE de l'Assemblée Nationale et qui portait donc sur la question de la démocratie et de la révolution, point tout à fait important.

Il y avait des formes de tolérance politique et d'ouverture à une série de choses qui étaient extrêmement importantes dans ce que nous étions et des tas de débats.

Roger BARRALIS, tout à l'heure, a rappelé le débat du 3 mai; mon souvenir sur le débat du 3 mai, qui avait été très très important, c'est que juste au moment où Jacques s'était fait arrêter avec COHN-BENDIT à la Sorbonne, nous étions rue Mademoiselle en train de discuter avec les étudiants du PSU parce que la direction de l' UNEF et la direction étudiante du PSU étaient quasiment les mêmes.

Mais c'était un peu une forme de léninisme à l'envers dans le sens où c'était pareil, mais c'était mal parti...

(Rires)

Le débat était la position minoritaire que rappelait Roger tout à l'heure, à savoir est-ce que le PSU doit être l'aiguillon du Parti Communiste?

Et la position majoritaire que nous avions à ce moment-là était de dire *«il se passe des choses importantes en Allemagne) en Italie il ya un mouvement révolutionnaire étudiant qui est en train de naître et de se développer»* (3 semaines avant, il y avait eu la manifestation sur DUTSCHKE (?), où nous étions 3-4 000 dans Paris après la tentative d'assassinat de Rudi DUTSCHKE), s'inscrire dans le mouvement révolutionnaire et avoir pour alliés ceux qui ont été en fait le noyau dirigeant avec nous de la première phase de Mai 68, qui ont été le STESUP, la JCR,

le MAU et l'équipe de l'UNEF Sorbonne etc., ceux avec qui nous nous sommes inscrits dans le noyau qui a été le fer de lance de tout le début des événements.

Donc nous avons ce débat, qui était très fort entre nous: être l'aiguillon du PC ou être au contraire (ce qui a été la position majoritaire) le fer de lance de ce mouvement que l'on sentait naître.

Et puis je me souviens d'une déclaration de quelqu'un qui, aujourd'hui, est à MATIGNON avec JOSPIN, Pierre-Alain MUET, responsable actuellement du Comité d'Analyse Economique qui travaille avec JOSPIN.

Pierre-Alain nous avait dit « *finalement c'est la rue qui est en train de vous donner raison* » puisque le 3 mai, Jacques venait de se faire arrêter avec COHN-BENDIT et que les pavés pleuvaient contre les cars de CRS à ce moment-là; c'était le début des événements.

Nous avons tout de suite refait notre unité, je confirme ce que disait Roger à l'instant, et les étudiants du PSU avaient travaillé de façon très très cohérente entre eux pendant toute cette partie.

Voilà donc un petit témoignage sur l'aspect historique.

(Applaudissements)

Bernard LANGLOIS.-

Je rappelle aussi que, dans le contexte international, il y avait aussi la Tchécoslovaquie et le Printemps de Prague.

Georges GONCHAROFF.-

J'étais en Mai 68 membre du bureau national du PSU et c'est à ce propos-là que je voudrais que Marc, développe un petit peu plus le rôle complexe du bureau national du PSU par rapport aux événements de Mai.

Nous sommes ici 3 ou 4 rescapés de ce bureau présents dans la salle aujourd'hui, donc on aura peut-être aussi des interprétations différentes sur la manière dont le bureau du PSU a été ou n'a pas été le moteur de cette histoire.

Je voudrais dire d'abord que ce qui est évident, c'est que ce bureau n'était pas homogène.

Bernard LANGLOIS,-

On avait cru comprendre !

(Rires)

Georges GONCHAROFF.-

Et que nous avons siégé de manière quasiment permanente nuit et jour sauf lorsqu'il fallait aller dans les manifestations ou ailleurs, dans une discussion complexe, obscure, d'affrontement. On finissait par trouver des compromis, mais ce n'était jamais très simple, et il serait intéressant de savoir sur quels thèmes les affrontements internes avaient lieu.

Comme dans tout bureau de parti politique ou d'organisation, nous avions des responsabilités sectorielles, je n'étais pas directement lié aux responsabilités qui pouvaient être celles qu'ils nous demandaient dans la mesure où j'étais responsable ultra-droitier, comme on disait au sein du bureau, des élections locales, des élus municipaux du PSU, des campagnes du cadre de vie qui distraient les travailleurs du front de lutte principal et du front de lutte des entreprises etc., enfin bref, on m'a fait savoir fréquemment que j'étais l'ultra-droitier de service, donc je me reconnaissais relativement peu dans la classe ouvrière, dont je ne faisais pas partie sociologiquement.

Il y avait une aile droite; de temps en temps, ROCARD, qui jouait le yo-yo entre l'aile droite et l'aile gauche déjà à cette époque...

(Rires)

se trouvait plutôt de notre côté, mais il y avait aussi une aile gauche, celle qui était plus liée à ceux qui avaient la responsabilité, au sein du bureau du PSU, de la liaison avec les étudiants et, dans un second temps, de la liaison avec les entreprises.

Il faudrait entendre sur cette histoire le point de vue de Marc, que je demande; le point de vue de MARTINET, qui a joué un rôle important, celui de ROCARD serait tout à fait décisif puisque c'était depuis quelques années notre patron, si je peux dire.

Il y aurait là à voir comment fonctionne une organisation de ce type, c'est-à-dire au sein du mouvement de Mai 68, qui était d'une extrême complexité. Il ne faudrait pas prêter au bureau national du PSU un rôle de locomotive parfaitement lucide, parfaitement clair; il y a eu des hésitations permanentes, très peu d'entre nous avaient vu venir le mouvement, certains, Marc en était, nous annonçaient périodiquement l'arrivée de la catastrophe pour le capitalisme, d'autres étaient plus sceptiques, d'autres n'ont rien vu venir, ils sont quand même rentrés dans le mouvement et c'est bien une caractéristique du PSU que cette espèce de pragmatisme de gens ayant des sensibilités différentes, mais tout de même capables, dans les grands moments, de faire des choses ensemble.

Bernard LANGLOIS.-

Merci, Georges.

D'autres interventions d'autres membres du bureau du PSU avant que Marc HEURGON ne réponde?

Roger BARRALIS.-

Je vous prie de m'excuser de reprendre la parole, je serai très court. Je ne l'aurais pas fait si Henri ROUILLAUD n'était pas intervenu pour dire une petite phrase qui renvoie 30 ans en arrière.

C'est-à-dire qu'il s'est permis de stigmatiser par un texte... il a dit que la position des minoritaires des étudiants du Parti Socialiste Unifié à l'époque, c'était d'être l'aiguillon du Parti Communiste.

C'est exactement le type de discussion politique qui pouvait exister à l'époque, mais dont j'aurais bien apprécié que, 30 ans après, il l'ait un peu mesuré à l'aune de sa propre progression !

(Rires)

Je veux dire à ce sujet, parce que je me suis bien gardé de caractériser de mon côté politiquement ce qu'était l'orientation majoritaire de l'époque, mais je voudrais dire, pour qu'il n'y ait pas d'ambiguïté, qu'effectivement, telle n'était pas notre position.

Et j'indique ici, par exemple, car certains à la tribune ne le savent peut-être toujours pas, qu'un mois avant la conférence nationale étudiant, le groupe qui dirigeait la minorité des étudiants du Parti Socialiste Unifié, a discuté plusieurs heures avec Abraham BEART, avec lequel nous étions totalement d'accord sur la montée très forte des mouvements étudiants et la possibilité d'éclatement, y compris en France, que cela impliquait à terme éventuellement.

Nous en avons tenu compte, d'ailleurs, dans la rédaction de notre texte, qui s'appelait à l'époque « le texte de Marseille ». C'est une curiosité historique; c'est parce que nous l'avions fait porter (comme on disait à l'époque) par la section ESU de Marseille et pour ceux qui, comme le souhaite Henri, et je suis d'accord avec lui, écriront ensuite un livre sur cette époque, je tiens à leur disposition parce qu'il doit avoir largement disparu, le texte de Marseille où vous verriez quelques pages sur l'Europe, son évolution, l'analyse du capitalisme et la réponse des travailleurs sur l'Europe qui était tout à fait prémonitoire. Merci.

(Applaudissements)

Gérard PEURIÈRE.-

J'avais 16 ans en 68. j'ai quand même une question qui me tenaille et Marc a répondu par rapport à Charléty et par rapport à la présence de MENDES-FRANCE plutôt en secrétaire de l'organisation qu'en réelle tactique politique.

La présence de MENDES-FRANCE à Charléty m'a toujours été présentée comme une alternative politique d'un pouvoir qui n'existait plus et que l'on avançait le point MENDES-FRANCE parce que MITTERRAND, nous voulions l'écarter et qu'il y avait aussi DUCLOS avec les Communistes, alors quelle était la stratégie politique derrière par rapport à MENDES-FRANCE ? Je pense que c'était une tactique politique qui se comprenait par rapport à l'époque, mais dont j'ai l'impression qu'effectivement, y compris 30 ans après, on ne nous explique pas.

Y avait-il effectivement la vision d'une société qui allait plus loin et qui était représentée par MENDES-FRANCE, une autre dont on ne voulait pas, représentée par MITTERRAND, et une politique par rapport au PC, représentée par DUCLOS et autres?

C'est cela qui me paraît important. Les congrès, les AG, les bagarres,

c'est intéressant, mais ce qui m'intéresse aussi, c'est quelle était la projection à venir, quel projet de société on avait, qui s'incarne à un moment donné par des hommes que l'on pousse?

(Applaudissements)

Bernard LANGLOIS.-

Sur les rôles respectifs de MITTERRAND, de MENDES-FRANCE, les espoirs de l'organisation ?..

Marc HEURGON.-

Juste un point en réponse à Henri. Il n'y avait plus, à l'époque, de présence de Gilles MARTINET au bureau national, car tu sais que le changement de bureau national avait eu lieu un an avant et que, d'un autre côté, sur le fond, et s'il était là, il l'aurait expliqué beaucoup mieux que moi, il a fait un livre là-dessus, il était, lui, partisan que le PSU ouvre la porte à MENDES-FRANCE comme étant la seule alternative possible à de GAULLE.

C'est là-dessus que c'est fait le choix du bureau national du PSU: d'une part, MITTERRAND disant «*MENDES-FRANCE pourrait très bien être Président du Conseil; s'il y a une démission du Général et un candidat à présenter je serai, moi, candidat a ce poste*» et c'est le désaccord tel qu'il est apparu là-dessus. Je ne sais pas si cela répond exactement à ton projet de société.

Bernard LANGLOIS.-

On peut aussi ajouter pour mémoire que 1968 vient après 1965, qu'il y avait déjà eu une élection présidentielle au suffrage universel, à laquelle MITTERRAND avait été candidat et que par ailleurs, à la différence de MITTERRAND, MENDES-FRANCE avait toujours refusé les institutions de la Vème République, notamment l'élection au suffrage universel.

Il. avait un jugement sur le régime qui était assez dur, consistant à dire qu'un régime né dans la rue finirait dans la rue, donc il apparaissait aux yeux de beaucoup de gens à la fois par ce refus de jouer le jeu institutionnel imposé par le référendum de 1962 et par sa position par rapport au régime, comme l'homme politique

classique, mais le mieux placé pour éventuellement offrir une issue politique au mouvement.

Marc HEURGON.-

Juste une chose à ajouter: MITTERRAND apparaissait comme l'homme capable de faire un accord avec les communistes, ce que refusait MENDES-FRANCE.

Jacques SAUVAGEOT.-

Les choses sont arrivées beaucoup trop tôt pour que la question soit véritablement posée d'une alternative MENDES-FRANCE, c'est après qu'on l'a envisagée, mais pendant le cours des événements, la question n'a pas été véritablement posée.

Il ne faut quand même pas oublier qu'assez longtemps encore, le fait que MENDES-FRANCE était à Charléty était considéré comme une marque d'infamie sur la manifestation de Charléty et on disait que si c'était déjà la fin d'une opération de récupération et ainsi de suite, c'est qu'il y avait MENDES-FRANCE à Charléty, ce qui n'était pas forcément la position de tout le monde, mais ce qui montre bien que, d'une façon globale, au niveau du mouvement, il n'y a jamais eu de volonté, au sein du mouvement dans ses parties les plus actives, pour poser la question véritablement d'une alternative.

Le raisonnement fait à ce moment-là était de dire: dans le meilleur des cas, c'est trop tôt, il faut que le mouvement continue à se développer, que les gens s'organisent davantage et on verra après.

C'était entre autres la position que l'on avait par rapport à cette question.

Bernard LANGLOIS.-

Je voudrais que l'on en termine pour la première partie avec Mi-Jo THOMAS et Jean LHUILLIER, qui sont des représentants du monde paysan en lutte.

Mi-Jo THOMAS.-

Je voudrais simplement dire que je suis là pour une minute simplement pour faire rendre hommage à Bernard LAMBERT.

(Applaudissements)

Et à Serge MALLET, qui on tous les deux été...

(Applaudissements)

... deux grands militants du PSU, qui ont préparé, par leur analyse, par leur capacité, ce qui s'est passé ensuite dans les campagnes et qui, actuellement, sont les coordinateurs de la confédération paysanne.

Je suis désolée, nous avons essayé de demander à des gens de la confédération de venir, c'était très difficile pour eux parce qu'ils sont en lutte. Il y a eu le problème du chou-fleur, il y a actuellement une bagarre chez les Bretons qui a redémarré avant-hier sur le porc; ils m'ont chargé de vous transmettre leurs salutations.

Il y a actuellement un comité d'histoire au sein des paysans de la confédération, qui est en train d'essayer d'évaluer quel a été leur rôle et leur histoire.

C'est en ce sens que le rôle de Bernard LAMBERT sera présenté, je n'ai rien d'autre à dire, j'ai simplement à vous présenter Jean LHUILLIER, qui était au PSU en Mai 68 et avant, et qui est un militant viticole du Midi.

(Applaudissements)

Jean LHUILLIER.-

J'ai un exercice excessivement difficile à faire: essayer de voir quelles ont été les présences ou les absences du mouvement paysan en 1968 tout en essayant de ne pas être trop ancien combattant, trop historien, trop professoral ou trop anecdotique. Je vais essayer.

D'abord, à part quelques minoritaires, notamment en Bretagne et quelques-uns dans le Languedoc, le mouvement paysan a regardé les événements de 68.

Présence à cette époque-là par de la solidarité alimentaire dans certains cas et commencement de prise de conscience. Et ce fut mon cas.

Les événements de 68, on vient d'en avoir un exemple, c'est un mélange de mémoire collective et de mémoires totalement individuelles.

Sur le plan personnel, j'avais été préparé à la lutte dure parce que simplement mon beau-père, qui était secrétaire fédéral du PSU du département de l'Hérault, et simplement pour cela, c'est tout, il n'avait rien commis, il était Docteur, a été plastiqué par l'OAS, et les objectifs de l'OAS étaient ma femme et mon fils.

Ils sont en vie parce que, paraît-il, les judéo-chrétiens disent que cela s'appelle un miracle, tant mieux pour eux, tant mieux pour moi, mais cela a commencé comme cela.

Vous comprenez bien que l'histoire de ce mouvement politique et l'histoire de mon engagement ont été liées à un moment donné. Cela fait quand même drôle, quand on a 18 ans, d'avoir son fils d'un an menacé de mort d'une façon très concrète.

Immédiatement après, il y a eu un certain nombre de choses qui ont préparé 1968 et là, j'ai eu la chance de rencontrer des gens. J'étais un paysan qui avait comme fonction d'essayer d'exceller dans son travail (je suis producteur de vin), mais qui avait comme seule forme d'expression la forme corporatiste et poujadiste.

J'ai rencontré Bernard LAMBERT, Mi-Jo et d'autres, qui nous ont expliqué que la société n'était pas une addition de corporatismes, que, d'ailleurs, l'addition des corporatismes donnait des mouvements qui n'avaient rien à voir avec des choses intéressantes et que si nous voulions avancer et repenser les conditions de la société, il fallait peut-être que l'on essaie de s'éduquer d'une façon différente. Tout cela était fait avec talent et Bernard LAMBERT, le seul remerciement que l'on puisse lui donner aujourd'hui, c'est qu'il y a une structure, «la confédération des paysans» qui commence à peser énormément dans le rapport de forces avec la représentation historique totalito-américaine, que l'on appelle la FNSEA. Tout cela est né par ce bonhomme qui, avec une poignée d'individus, a essayé d'organiser le monde rural.

En 1968, en a fait comme les copains, on est allé en chercher quelques-

uns; vous vous en rendez compte, j'ai été piqué avec une aiguille à phonographe quand j'étais petit, donc cela s'est bien passé du côté de la parole !

Depuis, on est allé à l'INRA, à l'INSAM, expliquer que les mandarins ne racontaient que des bêtises dans leur analyse économique et politique, et bien entendu, dès que l'on disait que l'on était paysan illettré, on était applaudi...

(Rires)

... ce qui permettait une aisance d'affirmation par la suite tout à fait sereine .

Donc on a participé... j'entends physiquement parce que c'est toujours amusant d'aller courir après des truites au bleu, mais c'est tout.

En revanche, le « 68 paysan » a démarré en 1970, et de 1970 à 1976, il y a eu un sacré bouleversement dans le monde rural français. J'ai un peu de regret... ce n'est pas de la jalousie, j'ai vu un film très beau tout à l'heure, Paris, c'est très intéressant, mais il se passe des choses dans la France profonde et il s'est passé quelque chose d'historique. C'est-à-dire que le mouvement paysan a explosé dans son monolithisme politique pour donner naissance à autre chose.

Certes, il y avait le modèle qui existait déjà, mais qui avait comme particularité un peu gênante d'être totalement inféodé au Parti Communiste.

Le seul fait d'être inféodé au Parti Communiste le rendait moins crédible par rapport aux idées généreuses que certains d'entre eux pouvaient développer.

Il y avait les Comités de Guéret, dans le centre de la France, qui étaient déjà plus proche d'une expression plus indépendante, quoiqu'il y avait là aussi une forte influence des communistes.

Donc à partir des années 70, avec la guerre du lait en Bretagne (et puis ça n'a pas été triste), remise en cause du système de la représentation paysanne, de la production, du productivisme etc. etc., et après, le Midi a pris la relève et dans les années 70-71, nous avons commencé à bouger et nous avons fini dans le sang, dans un lieu qui s'appelait Mondredon. Nous nous sommes affrontés au fusil avec les CRS et il y a eu un mort dans chaque camp, un commandant de CRS et un vigneron et

plusieurs dizaines de blessés ce qui, par le fait même, a cassé complètement le mouvement parce que des morts, même quand on a un peu les tripes dehors, fortes, cela se passe difficilement.

Pendant cette période, que s'est-il passé en-dehors du côté anecdotique que vous avez pu voir (les perceptions en l'air, les routes démolies etc.) ?

Ce n'était pas une expression à caractère poujadiste et corporatiste puis qu'immédiatement, la notion de territorialité est entrée dans le mouvement et qu'il y a eu une espèce de mélange de défense viticole et de défense occitane en ce qui nous concernait.

J'en veux pour preuve qu'à cette époque-là, nous avions comme collaborateur à tous niveaux, même pour ce qu'il est important d'avoir dans les sacoches pour la nuit, le FLNC, qui n'était pas encore dans ses dérives maffieuses, l'ETA, l'IRA; nous étions en contact permanent avec ces gens-là et nous avions des débats politiques.

Nous avions des analyses d'orientation économique et bien entendu, les liaisons nécessaires à ce que nous appelions la lutte armée, puisque cela c'est fini avec les fusils.

Le résultat de ce mouvement est qu'aujourd'hui, une confédération paysanne existe. Certains d'entre nous ont choisi la voie des responsabilités à travers le système économique etc., mais tout à l'heure, tout à fait au début, Jacques SAUVAGEOT disait « c'est intéressant de se retrouver parce que cela fait plaisir de se retrouver, en plus voir, la gueule que l'on avait et celle que l'on a maintenant, c'est assez marrant !)...

(Rires)

Mais en-dehors de cela... eh bien oui, il faut en rire !

Par rapport à ce que l'on pourrait en retirer, aujourd'hui, il y a quelque chose qui se développe dans le monde rural: c'est la défense de l'économie sociale et du principe de l'économie sociale comme alternative au libéralisme, ou à l'ultra-libéralisme.

(Quelques applaudissements)

Cela n'a rien d'extraordinaire, de révolutionnaire. On ne dit pas qu'il faut défenestrer le PDG d' UNILEVER... quoique...

(Rires)

... mais simplement présenter l'économie sociale avec un langage qui est peut-être plus adapté, simple, en disant « *nous avons un devoir de résultat parce que nous voulons faire la démonstration que les utopistes sont les réalistes de l'époque) ces espèces d'hurluberlus qui ont cru à un moment donné que cela pouvait se passer etc.) on est capable de faire manger nos familles* », parce que le principe du paupérisme est une aberration politique.

Mais en même temps, au lieu de mettre le capital comme seul élément moteur de l'organisation économique, on met les individus, et c'est l'économie sociale. C'est-à-dire que, par exemple, dans les systèmes coopératifs tels que nous les avons développés chez nous, le capital n'est pas l'élément essentiel de la chose, c'est le produit de son individu, son talent, la qualité de son produit qui est l'élément moteur, donc c'est bien l'épanouissement de l'individu qui est au coeur du problème.

Le seul regret que j'ai, c'est que les post-soixante-huitards dont quelques-uns traînent actuellement dans un certain nombre de ministères n'aient jamais prononcé depuis un an et demi, moment intéressant où le Président de la République a décidé d'expliquer qu'avec 80 %, il était minoritaire, ne prononcent plus un seul instant le mot d'« économie sociale » et ne militent plus sur l'économie sociale.

Il me semble qu'aujourd'hui, en tout cas pour le monde rural, le principe de l'économie sociale peut être l'élément fédérateur de la préparation d'une certaine solidarité à travers un principe économique et un principe social et politique pour résister face au néo-langage poujadiste déclenché par les nouvelles chemises noires qui commencent à empester le pays.

(Applaudissements)

Bernard LANGLOIS.-

Les présidents analphabètes sont toujours aussi applaudis !

Une ou deux interventions avant que l'on fasse une pause ?... Une question ou deux et on va s'arrêter un peu.

Un INTERVENANT

et le salaire minimum agricole garanti ?

LHUIILLIER.-

Oui, il y a eu du positif, fort heureusement, et tout à l'heure, j'ai donné un petit coup de griffe par rapport à l'économie sociale, et cela ne vous concerne pas, c'est un aspect très technique, mais aujourd'hui, on est en train de préparer une nouvelle loi d'orientation. Qu'est-ce que c'est? C'est ce qui définit la réglementation future du monde dans lequel je vis et dans lequel j'exerce.

Et dans cette loi d'orientation, l'avantage est qu'elle est en rupture totale avec les principes du productivisme et de l'accumulation du capital, l'accumulation des moyens de production et qu'elle va totalement dans le sens d'une ré appropriation collective plurale du territoire avec des allers et retours entre le respect d'un consommateur, c'est-à-dire d'une population, et les intérêts des agriculteurs.

Et cela, ce sont des acquis. C'est vrai que cela a été long, mais ce sont des acquis de 1968; c'est parce qu'il y a une structuration paysanne plus humaniste qui existe que l'on va avoir cette loi d'orientation, qui est là aussi historique parce qu'elle est en rupture avec les principes de productivisme, ce qui est quand même nouveau.

(Applaudissements)

Roger TOUTAIN.-

En 68, j'étais à la CFDT avec Fredo KRUMNOV, dont on a parlé tout à l'heure; je dois dire que le PSU était pour certains une référence politique par rapport à tout ce que nous pouvions faire.

Je voudrais surtout dire qu'en 68, la grève des étudiants a été une résonance très forte au sein de la CFDT et au sein des occupations d'usines. Moi-même, et beaucoup de permanents, comme d'autres, me suis déplacé en province et nous avons vu une très forte mobilisation et aussi une certaine crédibilité au mouvement étudiant.

Je voulais dire que Charléty est arrivé un lundi matin, comme on l'a dit, et cela a été un grand moment dans 68. Le lundi matin, il y avait les résultats de Grenelle, dont on a parlé tout à l'heure, qui n'étaient pas négligeables, on le verra tout à l'heure, mais aussi l'appel de l'UNEF pour aller à Charléty. Donc le lundi matin, nous avons deux appels: mise en oeuvre des accords de Grenelle et ensuite, l'appel Charléty.

Je dois dire que la CFDT n'était pas très partisane d'aller à Charléty puisqu'aucun membre du bureau confédéral n'a accepté d'aller à Charléty.

En revanche, à l'intérieur, nous avons joué et fait en sorte d'appeler un peu à la manifestation interne, très spontanée, et en même temps, nous proposons un intervenant, Fredo KRUMNOV, qui est intervenu après Jacques SAUVAGEOT.

Cette manifestation était particulièrement impressionnante pour ceux qui y étaient, il est inutile de revenir dessus; c'était un climat extrêmement tendu et ce qu'il faut dire également, c'est que la CGT n'y était pas, bien sûr, ni le Parti Communiste, mais que dans les semaines, les mois et les années qui ont suivi, Charléty est devenu une manifestation anticomuniste.

Cela a été repris longtemps dans les discussions avec la CGT, qui a dit « *qu'est-ce que vous êtes allés faire dans cette manifestation anticomuniste ?* »

Voilà pour l'essentiel. Je dirai quand même que, du point de vue salariés

travailleurs, elle n'était pas tout à fait fausse, peut-être, mais c'était eux qui étaient de Charléty et ceux qui avaient été les plus virulents contre la CGT et le Parti Communiste n'étaient pas Jacques SAUVAGEOT, mais BARGEONNET et DELSINE de la CGT; c'était eux qui étaient les plus virulents contre la CGT et le Parti Communiste.

Je dois dire quand même en plus que les résultats de Grenelle n'étaient pas négatifs puisque le SMIC avait augmenté de 22 %. Le SMAC (le SMIC agricole de l'époque) était supprimé, ce qui faisait une augmentation de 35 %, et la reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise, ce qui n'était quand même pas rien puisque, bien sûr, avant 1968, il y avait les Délégués du Personnel et les C.E, mais pas de sections syndicales d'entreprise, et ce sont quand même les résultats de 1968.

(Applaudissements)

Bernard LANGLOIS.-

On va continuer à parler tout à l'heure, mais il serait raisonnable de faire une pause. On se retrouve dans une vingtaine de minutes.

La séance est suspendue à 17 heures 10

La séance est reprise à 17 heures 45

Henri LECLERC.-

On va commencer le deuxième débat, que nous allons essayer d'insérer dans des limites de temps raisonnables.

Liliale DAYOT.-

Juste avant l'interruption, je voulais remercier les gens qui ont travaillé avec moi pour organiser ces rencontres, en particulier, l'exposition d'affiches en bas est due aux archives qu'avaient conservé Jacques FONT et Guy PHILIPPON.

Une partie des photos ont été prises dans les «Tribune Socialiste» que Bernard RAVENEL avait soigneusement conservées, qui sont les numéros de mai et juin

1968.

Je voudrais remercier en particulier le Centre Culturel La Clef et le Comité d'Entreprise qui le gère pour son accueil et toute l'aide qu'il nous a apporté pour la technique, et surtout le « Grain de Sable », qui nous a permis de mettre en place avec le Centre Culturel (Jean-Pierre ROCABERT en particulier s'en est occupé) toute l'installation avec la vidéo en bas et autre, et le « Grain de Sable » pour le tournage qu'il est en train de faire du déroulement de cette journée, qui nous permettra d'avoir des documents que l'on pourra visionner, ou que d'autres pourront visionner.

Merci aussi à tous ceux qui ont transmis les invitations, les différents groupes par l'intermédiaire desquels vous avez pu être informés, ainsi que la presse.

Pour la suite du débat, je passe la parole à Henri LECLERC. Henri LECLERC.- Je vais d'abord présenter les gens de cette tribune.

Henri LECLERC

Outre moi-même, Henri LECLERC, ancien membre du PSU, il y a Jacques KERGOAT, qui était en Mai 68, membre du comité de direction politique national, Marc HEURGON, ancien membre du bureau national du PSU, Serge DEPAQUIT, qui n'était pas encore au PSU, mais qui allait bientôt y être, et Bernard RAVENEL, qui était au PSU et qui allait aussi devenir secrétaire national.

Tout à l'heure, chacun a raconté son Mai 68 et nous avons vu réapparaître, dans la relation des faits, certaines oppositions qui étaient plus évocatrices de ce qu'a été aussi Mai 68 que des accords sur d'autres sujets.

Je crois que, par delà ce récit qu'il faut faire, l'histoire est toujours à faire et sans doute dans les histoires de Mai 68 qui ont été faites jusqu'à présent, le rôle et la place du PSU n'ont-ils pas été suffisamment abordés.

Ce que nous avons à voir maintenant, c'est le problème de ce qu'a apporté Mai 68. Qu'est-ce que Mai 68 ? Une crise? Une révolution? Crise politique, crise culturelle, crise sociale, révolution politique et révolution culturelle, révolution sociale?

Nous savons en tout cas que Mai 68 représente une rupture. Certes,

comme toujours, il y a, avant Mai 68, en germe, un certain nombre des idées qui vont venir en Mai 68; quel a été le processus d'accélération, la façon dont, effectivement, les thèmes nouveaux sont intervenus à un moment très précis de la vie politique qu'était Mai 68 ? Voilà qui est extrêmement intéressant à essayer de déterminer.

Encore faut-il savoir, par rapport aux problèmes que nous avons à traiter aujourd'hui, ce qu'ont été les apports de Mai 68 et ce qui a germé à ce moment-là.

Bien sûr, on peut toujours dire « *sous les pavés la plage* », « *le pouvoir aux travailleurs* »... Il y a eu un certain nombre d'idées sur le pouvoir dans la gestion de la société qui ont été posées, un certain nombre d'idées culturelles, mais on constate aujourd'hui, c'est vrai, que, après Mai 68 et dans les années qui suivent, se poursuit un phénomène d'agitation qui va modifier profondément un certain nombre de choses.

Les droits de la femme, on peut le signaler tout de même; il est évident que, sur ce plan, Mai 68, je crois, a été la première émergence d'une prise en charge par les femmes elles-mêmes d'ailleurs, de ce qu'a été le progrès, qui bien entendu n'est pas encore achevé, loin de là.

Mais aussi l'organisation du pouvoir dans l'entreprise. On pourrait penser que rien n'a été changé, car il existait avant Mai 68 des Comités d'Entreprise, des Délégués du Personnel, mais il est incontestable qu'il y a eu, après Grenelle, et même dans les années qui ont suivi, un certain nombre de modifications en profondeur sur des pressions qui étaient des pressions sur des choses dont va parler Jacques KERGOAT dans un instant: l'autogestion, le contrôle ouvrier, les thèmes qui sont les thèmes qui nous ont agités, mais qui posent des questions tout à fait réelles.

Il est évident qu'aujourd'hui, la mondialisation de l'économie et le règne du marché triomphant ont été complètement abordés en Mai 68 dans ce qu'était la réflexion vis-à-vis du capitalisme et de l'organisation de la société.

Mais bien d'autres choses encore; par exemple, dans le domaine sur

lequel, déjà en Mai 68, j'intervenais beaucoup: ce que l'on appelait à l'époque la répression.

Jacques KERGOAT

Un éditorial de Michel ROCARD aborde le problème de la réalisation directe à la base, puisque c'est l'expression qui est employée, mais dans un contexte qui signale les débats qui vont avoir lieu bientôt, d'ailleurs, pour signaler que c'est un problème très relatif par rapport au contenu programmatique.

Donc ce que l'on peut dire de ce point de vue-là, c'est que l'on est très frappé, quand on lit la presse du PSU, de voir que ce qui domine complètement la presse du PSU pendant toute cette période-là, ce sont les préoccupations internationales.

Pas seulement dans le sens où l'a dit Jacques SAUVAGEOT tout à l'heure, c'est-à-dire que, finalement, ce qui se passe en Allemagne est présent, mais pas tellement.

En revanche, vous avez une préoccupation constante sur ce qui se passe du côté des USA" l'impérialisme américain, la Guerre du Vietnam, la Méditerranée, c'est cela qui domine la presse, à tel point que l'éditorial de « Tribune Socialiste!» du 2 mai, c'est-à-dire celui qui sort la veille de l'arrestation de Daniel COHN - BENDIT, Jacques SAUVAGEOT et d'autres à la Sorbonne est titré; « une année de colonels grecs », ce qui peut présenter un certain décalage par rapport va se passer par la suite

Deuxième remarque: que se passe-t-il par la suite, c'est-à-dire mai-juin 68, et comment tout cela traverse-t-il, d'une certaine manière, l'expression du PSU ?

Il n'y a strictement rien dans « Tribune Socialiste» des 9 et 16 mai sur la question de l'autogestion, rien dans les communiqués au niveau national dans les directives, pas un seul mot dans la plate-forme électorale du 20 juin, ce qui est un petit peu plus étonnant, et pas non plus un mot dans la présentation officielle du PSU qui est donnée par la directive du 20 juillet.

En réalité, le mot apparaît pour la première fois dans l'éditorial de Michel ROCARD du 23 mai pour citer le communiqué CFDT du 16 mai, qui, vous

vous en souvenez, dit qu'il faut remplacer la monarchie patronale dans l'entreprise par la pratique de l'autogestion.

C'est vrai, c'est un débat qui a eu lieu entre nous par personnes interposées dans la préparation de ce débat.

Quant à la paternité de l'affaire, elle revient indiscutablement à la CFDT quant à la relance de ce point de vue-là. C'est un point historiquement tranché.

La deuxième fois où le thème de l'autogestion apparaît, c'est dans un papier d'Abraham BEART, mais pour opposer à l'autogestion le contrôle ouvrier. C'est le 17 octobre et cela revient dans le bilan des journées nationales entreprises qui sont faites peu de temps après.

La troisième fois où cela apparaît, c'est dans un article de Jean-Pierre GOMBARD sur les comités d'action lycéens, qui est titré « entre l'autogestion et la théorie », qui décrit en fait dans le courant de l'article l'autogestion de manière fort critique et qui propose une troisième voie: la voie du contrôle lycéen etc..

Mais là, la troisième mention de l'autogestion est aussi une mention qui n'est pas prise dans un sens tout à fait positif.

Et la quatrième fois où c'est mentionné, c'est le 19 décembre 1968, dans l'annonce du numéro de « Tribune Socialiste », dont l'éditorial s'intitule « l'autogestion, théorie creuse? », avec un point d'interrogation; je n'ai pas pu aller voir le contenu, mais je ne suis pas sûr que la réponse soit totalement négative.

Exception à la règle que me signalait Jacques SALOI tout à l'heure: lui conserve non seulement le souvenir, mais aussi le document, c'est-à-dire un « PSU Documentation » de juin, qui est largement consacré à la question de l'autogestion.

Une autre manière, c'est ma troisième remarque, d'aborder ce problème-là, est de se dire « *finalement (là aussi, les mythes ont la vie dure) est-ce qu'elles ont été très nombreuses les expériences réelles d'autogestion sur le terrain en Mai 68 ?* »

C'est vrai qu'il y a, d'une certaine manière, matière à doute. Nous avons par exemple sorti à l'époque, en 1970, une brochure qui recense une série

d'exemples de type autogestionnaire, réalisés en 1968. J'avoue que quand on la relie, on est assez perplexe sur la dimension autogestionnaire des luttes qui sont énumérées.

Le fait que les dentistes d'une commune aient décidé d'organiser un service gratuit de soin des dents pour les ouvriers qui occupent leurs usines peut évidemment être rangé parmi les expériences autogestionnaires à condition d'en avoir une notion un peu extensive.

Mais le PSU n'est pas seul à faire cela, et on voit bien que les idées progressent de ce point de vue-là. Georges SEGUY a écrit un livre sur 1968 qui doit s'appeler « Lutter », si mes souvenirs sont bons, dans lequel il recense aussi une série d'expériences, de luttes, pour mettre en valeur leur côté extrêmement démocratique etc., et je ne résiste pas au plaisir de citer un des exemples qu'il donne de ce point de vue-là.

Il s'agit des jambons Olida. Passer d'un bain de saumure rapide à un bain de saumure lent « *travaillant jour et nuit, les équipes réussissent à sauver les jambons et à faire ainsi échec à la provocation* ».

(Rires)

Je signale par ailleurs que la CFDT annonce les programmes d'une conférence nationale des entreprises ayant vécu des expériences autogestionnaires, ce qui n'a pas été souvent relevé.

En fait, c'est un relatif fiasco, cette conférence n'a pas beaucoup d'écho et, là aussi, la mayonnaise ne prend pas.

Plus sérieusement, une étude a été faite sur 182 entreprises du Nord, à l'initiative de la CFDT, et quand on regarde ce qu'il y a exactement comme expériences qui peuvent entrer - dans le cadre de pratiques autogestionnaires, on dénombre à peu près 2 % d'expériences autogestionnaires. C'est une manière de voir les choses.

L'autre manière, si on ne veut pas avoir une vision trop comptable, c'est qu'en revanche, il y a des discussions sur la question de l'autogestion dans 24 % des

entreprises concernées. C'est un point relativement important.

Cela veut dire qu'au niveau des expériences en Mai 68, il n'y a sur l'autogestion absolument rien de comparable avec ce que sera la lutte de Lip quelques années plus tard, par exemple, mais qu'en revanche, l'idée est une idée qui commence à être discutée, diffusée, qui fait son chemin de ce point de vue-là.

Si on s'arrêtait là, on s'arrêterait à une conception un peu notariale de l'histoire et sur la manière dont se diffusent les idées, il faut peut-être aller un petit peu plus loin parce qu'autrement, on peut s'arrêter facilement. L'idée est de l'ordre du mythe, il n'y a pas eu beaucoup d'expériences autogestionnaires, et puis tout cela a été réécrit après. Je crois que les choses ne sont sa~ si simples.

Ce que je voudrais dire, de ce point de vue-là, c'est que ce qui s'est passé dans le chaudron de Mai 68, c'est qu'il y a eu une vraie réactivation d'une vieille idée du mouvement ouvrier qui est l'idée de la démocratie des producteurs associés.

Et c'est passée par ce biais-là que la question de l'autogestion a été prioritairement traitée comme l'autogestion dans les entreprises, ce qui se passe etc..

Et il y a eu réactivation d'une deuxième idée, l'idée de la démocratie à la base, l'idée que les gens doivent discuter, et c'est quelque chose qui vise deux cibles.

Cela vise le pouvoir jacobin, je crois que c'est extrêmement clair, mais aussi les appareils. La question de la démocratie à la base est quelque chose qui vise directement les appareils. Je vous rappelle pour mémoire parce que je fais partie de ceux qui gardent le souvenir un petit peu ému de notre camarade, que le livre qui avait été fait avec Pierrot REGNIER s'appelait « mobiliser contre les appareils » et je crois que, dans la question de la démocratie à la base, il faut bien lier les deux aspects: le refus de l'état jacobin et, d'une certaine manière, la question des appareils.

Remarque aussi que je voudrais faire sur: pourquoi, finalement, le PSU semble prendre timidement en compte le concept à ce moment-là? Il faut dire qu'il y avait un débat dans le PSU sur cette affaire et quel était-il?

Le débat était la crainte qu'avaient une série de camarades qu'une fois retombées les luttes de Mai 68, l'autogestion devienne tout simplement une forme de participatiol1 à la mode gaulliste et que, par rapport à cela, le thème qui était développé notamment par Abraham BEART, mais pas que par lui, il y a des articles

d' Emmanuel BEDIER qui vont dans le même sens etc., était de dire « *il ne faut plus employer le thème d'autogestion, il est confusionniste dans la mesure où le rapport de forces n'est plus celui qui existait quand les usines étaient occupées, il faut que nous parlions maintenant de contrôle* ».

Et ce débat-là traverse le PSU pendant toute cette période-là, non sans raison. Il y a aussi un texte de Michel ROCARD qui met l'accent, pour célébrer les vertus de l'autogestion, sur le fait que c'est le mode de gestion qui préoccupe les ouvriers et pas du tout la propriété sociale, la question de savoir à qui appartient l'entreprise etc..

Donc on voit bien à travers cela les débats qui pouvaient avoir lieu, les dérapages. Tout cela a été peu à peu réglé en suivant un processus assez parallèle à celui des discussions de la CFDT. Cela a été peu à peu réglé et a abouti finalement à un texte que, je crois, nous considérons tous à l'époque comme à peu près satisfaisant, qui sont les 17 thèses de Dijon.

La thèse n° 10 donne un équilibre je crois relativement satisfaisant(je donne un avis personne!), avec le recul du temps, de ce point de vue-là, entre la manière dont est saisie la question des nationalisations, mais ne réglant qu'une toute petite partie des problèmes et n'étant pas par elle-même un garde-fou, un rempart contre la gestion bureaucratique et la manière dont, selon les cas, le niveau de mobilisation, les demandes des travailleurs, sont menées des expériences de contrôle ouvrier, de gestion ouvrière et d'autogestion.

Arrive à ce moment-là un équilibre à peu près satisfaisant, mais qui a mis du temps à se trouver, de la même manière, d'ailleurs, qu'il mettra du temps à se trouver aussi dans les débats de la CFDT.

Pour terminer, si ces débats-là ont pu être quand même portés par le PSU, il y a un certain nombre de raisons qui tiennent à ce qu'a été le PSU, à la manière dont il s'est formé, à ce qu'ont été ses composantes etc..

Première raison: il y a l'héritage d'un certain nombre de dirigeants historiques qui nous ont aidés, à l'époque, et qui, eux, s'étaient déjà frottés à la question de l'autogestion, notamment à travers la question de l'autogestion en Yougoslavie, et beaucoup plus à travers la question de l'autogestion en Yougoslavie qu'à travers la

question du secteur autogéré d'Algérie, ce qui est une curiosité historique parce que le PSU était beaucoup plus concerné par ce qui se passait du point de vue de l'autogestion en Algérie, mais visiblement pas Gilles MARTINET, qui s'était déjà frotté à cette question-là.

La deuxième chose qui a facilité la prise en charge par le PSU, c'est son ancrage profond dans les milieux catholiques de gauche. Là aussi, il faut le dire comme cela et réfléchir à la chose, c'est-à-dire que, par rapport à une catégorie militante qui pratiquait volontiers un militantisme de proximité, qui était sensible aux études de terrain, à la solidarité, au partage, je me rappelle par exemple la manière dont quelqu'un comme Gilbert MATHIEU, dans tous les congrès précédents insistait à tel point que c'était devenu une fable dans le PSU sur le mot «concret» et qu'il n'y avait pas une intervention de Gilbert MATHIEU qui n'insiste longuement sur le fait qu'il fallait être concret, près des choses, essayer de les gérer etc..

La troisième chose qui a joué à mon avis, ce sont des apports théoriques. Je pense qu'en particulier les théories de Serge MALLET sur la nouvelle classe ouvrière ont eu une assez grande importance sur la manière dont le PSU a pu se saisir de ces questions-là.

Il faudrait faire la passerelle entre ce qu'il pensait de l'analyse de l'évolution de la classe ouvrière et le principe de l'autogestion. Serge a mis beaucoup de temps à avoir raison sur l'évolution de la classe ouvrière, en tout cas, il n'a pas donné raison de ce point de vue-là; Mai 68 a commencé à lui donner raison sur une idée, qui était que la culture, le développement culturel dans tous les milieux ouvriers par rapport à cela commençait à créer des conditions favorables aux diffusions de thèmes sur l'autogestion; en particulier la première étude, celle faite sur la Caletex est tout à fait intéressante de ce point de vue-là.

Je dirai parce que je m'en voudrais de l'oublier qu'il existe une autre influence que nous avons beaucoup sous-estimée et négligée à l'époque, d'autant que nous avons beaucoup utilisé ses travaux: c'est l'influence de Pierre NAVILLE et l'ensemble de ce qu'il a écrit préalablement à Mai 68.

Dernière remarque que je voudrais faire pour dire combien je crois que ceci a aussi facilité la prise en compte par le PSU de cette affaire-là: la question de

l'antisémitisme.

Je pense très honnêtement que toute l'histoire du PSU baignait, avec 36 tâtonnements, dans le refus des états de commandement à l' Est, dans le refus des états bureaucratisés, que, de quelque endroit que viennent les militants du PSU, c'était une culture qui leur était commune comme disait Bernard LANGLOIS tout à l'heure, il ne faudrait pas oublier qu'en août 68, il y a eu Prague et que l'expérience de Prague et les conseils ouvriers de Prague ont été aussi un petit ruisseau supplémentaire dans le flot qui a peu à peu donné une dimension à la question de l'autogestion.

Sur l'avenir, il y a beaucoup de choses à dire. Je pense que le flambeau de l'autogestion a été très vigoureusement porté par les camarades de l'AREV quoiqu'en termes de mots, le mot « alternatif » l'ait emporté sur la référence directe à l'autogestion, y compris dans la dénomination.

On peut s'interroger aussi sur comment la référence à l'autogestion a pu subsister dans la LCR

On peut s'interroger tout à fait, c'est une question intéressante: pourquoi cette référence a-t-elle été aussi faible dans les milieux écologistes et chez les Verts en particulier? A dépouiller la presse, ce n'est pas du tout quelque chose qui est une référence courante. Ce n'était pas impossible, il y a des groupes locaux qui s'en sont emparés par ailleurs.

Peut-être que l'on peut aussi s'interroger sur: comment le fait que cette référence à l'autogestion a fait partie des trois références initiales d'un courant qui s'appelle~RES, dans la Parti Socialiste, avec la nation et avec l'unité d'action, et comment la référence à la nation a fini par submerger les autres de la manière que l'on a pu voir.

Je ne continue pas, je dirai peut-être des choses un peu plus personnelles tout à l'heure.

(Applaudissements)

Henri LECLERC.-

Nous parlerons de cela et ce qu'il y aura d'intéressant, c'est de se poser la question de savoir ce qu'il en est résulté, de cette avancée théorique, de cette réflexion forte; est-ce que quelque chose a changé dans la société? Pourquoi ce problème de la démocratie dans l'entreprise, de la démocratie au travail n'est plus posé dans les termes qui étaient posés à l'époque?

Est-ce que la situation de chômage dans laquelle nous sommes rend les relations plus difficiles? Il faudra le poser. Il y a ici également un ancien membre de la direction politique nationale, Ivan CRAIPEAU, qui bien entendu prendra la parole quand il le voudra.

Serge DEPAQUIT.

Je suis un peu dans une position particulière, Henri l'a dit tout à l'heure, puisqu'il se trouve qu'en 1968, je n'étais pas au PSU, je l'ai rejoint après, mais j'étais en plein dans le mouvement de Mai 68.

Je dis très brièvement parce que je voudrais revenir sur le fond, mais on l'a déjà dit et c'est bien à la mode maintenant, même si ça l'était à l'époque, que je viens du mouvement communiste, j'étais responsable de l'Union des Etudiants Communistes, qui a été une crise très importante.

Il y a même des gens, pour ne pas dire des générations, qui ont expliqué pratiquement tout Mai 68 à propos de la crise de l'UEC, moi je crois que cela a joué un très grand rôle, mais le PSU a joué aussi un rôle absolument déterminant, comme on l'a dit tout à l'heure et c'est très gênant de l'oublier.

En fait, l'UEC a été terminée en 1964-1965 et après, je me suis occupé du Comité Vietnam National, et on l'a déjà souligné, la question vietnamienne a joué un rôle tout à fait déterminant dans la mobilisation de 1968.

Je rappellerai simplement pour l'anecdote parce que c'est rarement dit, que, le 22 février, il y avait traditionnellement une manifestation anticolonialiste; le

22 février, il y avait entre 5 000 et 7 000 étudiants sur le Boulevard Saint-Michel, c'était une manifestation avec les banderoles de feu, on faisait descendre de grandes banderoles et on barrait le Boul'Mich avec cela la nuit, c'était absolument spectaculaire et je me suis dit « il y a quelque chose qui est en train de se passer de très sérieux ». Je ne pouvais pas prévoir Mai 68, mais c'était en train de bouger.

Le Comité de Vietnam, qui était très puissant, a organisé toute une série de manifestations, et notamment des raids. On en a organisé un contre l'ambassade américaine et après, on a attaqué le symbole américain qu'était American Express le 20 mars et évidemment, comme toujours dans ces cas-là, il y a des étudiants qui sont restés sur place pour voir le résultat et qui se sont fait arrêter. Ils étaient de Nanterre et le 22 mars, on s'est réuni à Nanterre. Je ne veux pas expliquer tout le 22 mars par cela, mais c'est pour dire comment les choses sont liées.

J'ai vécu complètement la vie de Mai 68, et même son organisation, puisque je participais aux réunions rue Mademoiselle. Ce qui est important dans Mai 68 et peut-être que l'on ne développe pas suffisamment parce que l'on resté dans l'événementiel, qui évidemment est très important, c'est que l'on ne regarde pas suffisamment d'où sont venues les idées, comment elles sont nées.

Pour moi, Mai 68, cela a été l'essoufflement des anciens modèles et l'émergence de nouveaux enjeux sociaux et politiques. En Mai 68, il y a eu une espèce de coïncidence, je ne reparle pas du Vietnam, on en a suffisamment parlé, et c'était quand même un autre aspect.

On disait « guerre impérialiste », mais c'était un autre aspect des guerres coloniales. Vu l'âge que j'ai, j'avais vécu la Guerre d'Indochine menée par les Français, la Guerre d'Algérie et, après, cette Guerre du Vietnam. L'autre coïncidence, c'était le Printemps de Prague. Le 3 mai, j'étais à Prague pour organiser un camp à Cuba. Donc c'était un autre aspect.

Par ailleurs, un autre fait qui se situe en Mai 68, c'est qu'il y avait le congrès culturel à La Havane et j'ajouterai un épuisement de la politique gaulliste, qui commençait vraiment à battre de l'aile, et une mutation sociale et culturelle. Tout cela s'est rencontré en Mai 68.

Pour moi, Mai 68 a d'abord été une révolte morale; c'était la torture en

Algérie, c'est ce que l'on avait vécu. A l'Union des Etudiants Communistes, très rapidement, on a été en conflit avec la direction du PC notamment sur deux choses: la fin du stalinisme et la façon de conduire l'action contre la Guerre d'Algérie.

Le Parti ne faisait que quelques petites pétitions bien gentilles; or, nous, nous pensions qu'il fallait agir beaucoup plus. Par exemple, l'UEC a organisé le 17 mai 1957 la première manifestation contre la Guerre d'Algérie. On n'était pas très nombreux et les gens avaient très peur.

Dès que le PSU a été créé, on a organisé en commun, et cela a été un facteur très fort de rapprochement avec le PSU, ces manifestations.

Cette révolte morale est partie en grande partie de ces guerres coloniales, de la guerre au Vietnam, et je dirai qu'en liaison avec ce qui se passait dans la gauche politique, c'est-à-dire d'un côté le Parti Communiste, mais j'en dirai plus à propos du stalinisme et d'un autre côté la SFI, et il faut se souvenir de la conduite de Guy MOLLET... évidemment, c'est loin de Mai 68, mais tout cela était dans les mémoires; il a quand même envoyé le contingent en Algérie, il a trahi les bases sur lesquelles il s'était fait élire en 1956.

Il y a eu une réaction, au fond, de rejet du vieux monde et je ne pense pas que Mai 68 a été simplement un conflit générationnel, on l'a bien vu le 13 mai, la manifestation a touché tout le pays, mais il y a eu une dimension de révolte générationnelle en Mai 68 et à mon avis, en grande partie, cela part de cela.

Or, on peut réfléchir pour la suite, derrière cela, il y a une autre conception de l'internationalisme, qui n'était plus autour de pôles, comme c'était anciennement, il faudrait développer, mais on n'a pas le temps.

L'autre dimension, Jacques et d'autres l'ont évoquée tout à l'heure, c'est la dimension autoritaire.

Pour des gens comme nous qui ont vécu ce conflit très violent avec la direction du Parti, l'affaire du stalinisme nous conduisait pas forcément rapidement, à l'autogestion; on est devenu autogestionnaires parce qu'on ne voulait plus du stalinisme et donc qui on trouvait? Bien sûr le PSU, dans ce chemin-là, et la CFDT à l'époque, enfin c'était un syndicat.

Je pense d'ailleurs que l'une des faiblesses de Mai 68 a été que l'idée d'autogestion ne s'est pas déjà emparée de suffisamment de militants, parce qu'on sait bien que ces choses-là ne naissent pas dans le mouvement, il faut qu'il y ait une préparation avant, or, c'est venu un peu trop tard.

Je crois que si Mai 68 s'était moins branché sur les barricades, qui évidemment, ont joué un rôle, mais qui ont eu tendance à s'effriter, si on avait mis plus l'accent sur ces dimensions-là, je ne dis pas que cela aurait changé la face des choses parce qu'on a buté sur la sortie politique de l'affaire, mais on aurait eu quand même quelque chose de plus intéressant.

Je ne développe pas sur l'autogestion, bien que ce soit un point tout à fait fondamental pour la bonne raison que l'on vient d'insister beaucoup dessus, et d'autres débats à l'époque nous ont traversés, et traversaient le PSU.

Chacun avait ses termes, mais qui se rejoignaient largement. Nous, nous débattions beaucoup de la crise de la société, on sentait que la société était en train de basculer, et tu évoquais NAVILLE et MALLET et nous, on utilisait RICHETAIN et la civilisation de carrefour.

Ce n'était pas tout à fait les mêmes mots. On a écrit une brochure au congrès culturel de La Havane qui était « révolution scientifique et impérialisme », mais franchement, ce sont beaucoup de choses que l'on trouve quand on parle de la révolution informationnelle etc..

On sentait qu'il y avait là quelque chose qui changeait dans la société, et qui changeait les rapports sociaux, et on avait toute une réflexion sur les étudiants, sur les couches sociales, en conflit complet avec la direction du Parti.

C'est très difficile de développer brièvement. Nous revenions sur les thèses marxistes sur: qu'est-ce que le travail productif et qu'est-ce que les étudiants? Est-ce que l'université forme simplement les cadres de la bourgeoisie? Ou est-ce que les étudiants... parce qu'on était passé rapidement de 300 000 étudiants à 800 000.

Qu'est-ce que cela représentait socialement et après, politiquement? Nous disions, en contradiction avec la direction du Parti, que les étudiants sont aussi une partie essentielle de la force productive. Il faut bien revoir cela dans le langage marxiste et cela changeait bien sûr, après, le type de politique que l'on menait.

A cela, il faudrait ajouter la critique de l'enseignement, et je crois que l'on a dit beaucoup de bêtises sur la destruction de l'école, de l'université en Mai 68 ; mais le fait qu'il y ait eu une réflexion sur les contenus de l'enseignement, qui a d'ailleurs bien précédé, à travers l'UNEF, on n'est peut-être pas revenu dessus tout à l'heure, avait du sens à l'époque et, d'une certaine façon (on est loin de Mai 68), a du sens aujourd'hui.

Je ne crois pas que l'on puisse tirer comme cela de Mai 68 ce que l'on disait sur l'autogestion, mais pour moi, je ne crois plus au modèle de société clefs en main, Autogestionnaire avec un «A », mais la démarche autogestionnaire a du sens.

On évoquait tout à l'heure l'autonomie sociale, ce n'est pas directement de l'autogestion, mais c'est quelque chose qui n'est pas indépendant.

La réflexion que l'on avait sur les couches sociales, sur l'évolution des couches sociales et les changements de la société, ce que la technique et la science d'abord, mais la technique, introduisaient dans les rapports de classes, comme on disait, est quelque chose qui a été très important à ce moment-là.

Il faudrait ajouter aussi tout le mouvement culturel. Il y a eu bien sûr GODART, « A bout de souffle », CARNE, « les Tricheurs »... Je me souviens que l'on discutait beaucoup du film de CHABROL « les bonnes femmes » parce que c'était un autre regard sur la société, même sur la liberté. Par exemple, « les Tricheurs » et tout cela ont joué un rôle très important.

J'ajouterai une autre dimension, qui n'est peut-être pas apparue clairement en Mai 68, mais en tout cas, qui nous préoccupait déjà et qui est apparue assez clairement après Mai 68 : tout le rapport à la science... pas au sens comme je l'évoquais tout à l'heure, mais ce que l'on a appelé après « les dégâts du progrès ».

Or, cela a été très important parce que c'est quand même à l'origine de l'écologie, de ce que l'on appelle aujourd'hui profondément le développement durable, ou soutenable. Il y avait déjà des esquisses, mais plutôt dans les discussions, les réflexions, des choses formulées, mais qui ont émergé très rapidement après Mai 68 dans l'idéologie de progrès. Je me souviens d'avoir écrit un article critique de l'idéologie du progrès, après Mai 68.

Je vais m'arrêter là, mais je pense que la discussion va permettre de discuter les

points. Il me semble que l'on ne peut pas aujourd'hui projeter comme cela les idées de Mai 68, mais qu'il y a eu toute une série de questions, et même d'élaborations, il faut être très modeste, je suis vraiment conscient de cela, qui ont du sens aujourd'hui, mais sur le plan politique, tout cela a été très important, a eu du sens, et Mai 68 a été battu politiquement, je dirais par MITTERRAND, et cela aussi, il faudrait en rendre compte.

Je ne vais pas entrer là-dedans, ce serait trop long, mais cela fait partie du débat: pourquoi le courant n'a pas réussi à plus avoir une consistance politique dans le pays.

Déjà, en Mai 68, on aurait pu, avec une autre façon d'aborder les choses, prolonger Mai 68, on aurait pu soutenir une manifestation de la CGT; je ne crois pas que cela aurait changé fondamentalement les choses parce qu'on se heurtait à la question politique, on l'a dit tout à l'heure.

La question est politique, mais a des conséquences sur toutes les questions de fond et je souhaiterais qu'un jour, si on fait des colloques plus approfondis, on réfléchisse aussi à cet aspect.

(Applaudissements)

Bernard RA VENEL.

- Serge me fait faire la transition que je voulais opposer pour le début de mon intervention, qui s'interroge justement sur l'impasse de Mai 68. Quand nous pensons que le terminal finalement politique de Mai 68 a été François MITTERRAND, qui a pris le PS alors que lui-même n'était même pas socialiste, l'a refondé en 1971, a avalé le Parti du PSU en 1974 avec les Assises du Socialisme. Cela, c'est effectivement la question politique à laquelle nous sommes confrontés.

Deuxième remarque: c'est très difficile, encore aujourd'hui, de faire l'histoire de ce Mai 68. Pourquoi? éventuellement, on peut dire « *moi j'ai participé à Mai 68 j'étais militant politique organisé au PSU; j'ai une formation d'historien* »; cela fait beaucoup de médailles, mais franchement, elles ne sont pas suffisantes.

Pour quelles raisons, c'est très difficile?

Premièrement, c'est un mouvement mondial dont les matériaux sont encore extrêmement dispersés et variés.

Deuxièmement, je considère aussi que les témoignages des protagonistes, des acteurs du mouvement dans le monde, sont relativement faibles encore. Je dirais même qu'il y a une production artistique ou culturelle, littéraire, en chansons etc., extrêmement faible de Mai 68. Je m'interroge aussi là-dessus. Je me souviens de la chanson de Mai 68, de Dominique LAGRANGE, qui n'était pas terrible, mais enfin cela fait partie du bilan.

Deuxième difficulté de la mise en histoire de Mai 68 : c'est en fait que, outre le fait que les matériaux étaient dispersés, que les protagonistes ont eu du mal à s'exprimer, ceux qui l'ont fait ont été trop impliqués, n'ont pas réussi à faire le deuil, finalement, du mouvement.

Je pourrais m'expliquer un petit peu là-dessus, mais je crois qu'il y a là un véritable problème, une trop grande implication. Il Y avait un rapport très fort entre le politique et le personnel, dans l'engagement de chacun des individus participants. Passons. On y reviendra.

Je pense en tout cas que ces matériaux que nous avons aujourd'hui continuent. Je pense que la chronique de Mai 68 est encore à faire dans sa complétude en regardant ce qu'il y a de complexe dans cette histoire simplifiée que l'on est en train de nous la sortir dans la presse, que l'on est en train de donner des schémas dramatiques de ce qu'a été réellement Mai 68.

Nous avons 3 problèmes à régler dans le courant de Mai 68.

Premièrement, son histoire de soulèvement mondial, sa dimension supranationale.

Deuxièmement, le fait que 68 a été le refus de la modernisation telle qu'elle était imposée après la guerre et pendant la période de guerre froide.

Troisièmement, c'est une révolution culturelle contre l'idéologie dominante, non seulement de droite, mais aussi de gauche, et c'est aussi un phénomène très important contre l'autoritarisme, le formalisme, un certain nombre d'aspects d'hypocrisie, donc très difficile.

D'autant plus difficile aujourd'hui que, sur ces questions-là, aujourd'hui, le climat n'est pas évident. D'une part, l'histoire du monde est en train d'être écrite en partie par les vainqueurs de la guerre froide et c'est très difficile à maîtriser, d'autre part, sur la question de la modernisation capitaliste, aujourd'hui, nous sommes une phase de la pensée unique où seul le capitalisme semble le modèle indépassable. C'est très difficile de le contrer aussi fortement, y compris la question de démocratie.

La démocratie politique occidentale semble aussi, le fin du fin, indépassable du système politique en Europe, en -dehors du bilan de l'autogestion. Donc voilà pour moi la première difficulté à laquelle je pense que nous sommes confrontés pour avoir une approche politique sereine, jamais totalement sereine, du problème.

Deuxièmement, je pense que Mai 68 n'est pas archivé, c'est encore un peu brûlant et c'est pourquoi c'est un peu difficile.

En ce qui concerne les problèmes posés, d'abord je vais résumer, on peut considérer le problème de l'utopie. Très brièvement, faut-il ou non une utopie? Aujourd'hui, on pense que c'est absolument affreux, moi je pense qu'il faut s'interroger sur la nécessité de l'utopie. Je pourrais développer, mais ce sera un des aspects du débat.

Le deuxième est la nouveauté de ce qu'a été 1968, en-dehors des aspects anciens, ou du mélange d'ancien et de nouveau. L'ancien, tout le monde le sait.

Qu'est-ce qui est pour moi nouveau, décisif et fondateur quelque part? Le sujet politique étudiant en ce sens que le mouvement étudiant, en tant que mouvement social, n'avait jamais existé comme mouvement spécifique.

Deuxièmement, il avait une culture, une conscience de lui-même, ou une conscience de soi, je ne sais pas comment dire, qui était tout à fait optimale, qui remettait en cause son rôle, en quelque sorte, son statut pour l'avenir.

Ils ne se battaient pas contre l'exclusion dont ils pourraient être victimes dans le

système, mais ce qui est très étonnant, quand on y réfléchit, c'est qu'ils se battaient aussi dans une certaine mesure contre sa promotion. Et cela, c'était inouï sur le plan culturel comme cause radicale, totale, du système politique et social français.

Donc cette conscience-là étudiante n'avait rien à voir avec ce qu'était la conscience ouvrière en général, progressiste, de manière plus globale.

Donc pour moi, la rupture est là. C'est la rupture à partir de sa propre existence, de son propre rôle social, de son auto-analyse.

Ce qui s'est passé, c'est que le mouvement étudiant a fait contagion, a contaminé d'autres couches sociales jusqu'au mouvement ouvrier.

Et à travers qui? On l'a dit tout à l'heure: à travers les couches techniques qui s'étaient développées dans le mouvement ouvrier. Il y a eu une remise en cause des techniciens, de leur propre rôle, de leur propre fonction, qui a été une sorte de maillon avec la classe ouvrière traditionnellement conçue.

Deuxième niveau de force: l'analyse des rapports de pouvoir que l'étudiant faisait a été répercutée dans d'autres secteurs sociaux; elle s'est répercutée aussi dans la vie quotidienne; elle impliquait la vie quotidienne.

Cela veut dire que tout était à la fois politique et personnel. C'est cela qui est très important. Maintenant, la politique, c'est la conquête de l'Etat, c'est la conquête au niveau des élections: qui va avoir la majorité et qui ne l'aura pas.

A l'époque, c'était vraiment autre chose: c'était l'irruption de la vie quotidienne dans la politique, et réciproquement, de ce point de vue-là.

Voilà pour moi d'abord ce qui fait le mouvement révolutionnaire. Ce qui ne veut pas dire que les luttes des étudiants avant n'aient pas existé, que la critique de la vie quotidienne n'ait pas été faite. Par exemple, je considère Henri LEFEBVRE comme est un des grands penseurs prémonitoires de Mai 68. On pouvait aussi penser qu'il y avait déjà eu l'analyse des rôles sociaux; BOURDIEU avait écrit « les héritiers » en 1964.

Mais la caractéristique de Mai 68, c'est que ces trois courants se sont transformés en mouvement de masse avec des instruments de pensée qui avaient été plus ou moins élaborés précédemment.

Voilà pour moi l'ambiance culturelle profonde, révolutionnaire, qu'a

constitué Mai 68, avec toutes ses conséquences sur le mouvement ouvrier, l'égalitarisme, le refus d'autorité, la famille, la division sexuelle des rôles, la question de la femme, qui revient automatiquement, et la question écologique. On pourrait bien sûr en parler, j'y reviendrai pour terminer.

Deux autres problèmes pour simplement les évoquer: toute cette question, tous ces problèmes, ont reposé l'idée du socialisme, qui était sérieusement aplatie soit par la social-démocratie, soit par le communisme officiel, et qui était la routine, la routine verbale des partis de gauche et projetée d'ailleurs dans un futur assez indéterminé.

Il y a eu une repensée du socialisme et là-dessus, il y a eu des problèmes. Comment s'est faite cette pensée? Deux-trois références.

Premièrement, on a voulu faire le lien entre lutte anti-impérialiste (puisque c'était cela, la bataille que menaient les étudiants à l'époque et d'autres), surtout dans les pays sous-développés, et lutte pour le socialisme, y compris dans les pays développés.

Le problème est quelle articulation était possible ou pas dans cette question faisant l'impasse de la révolution bourgeoise des pays du Tiers-Monde?

Il y a eu un vrai débat, par exemple est-ce qu'il y avait le socialisme en Algérie?

Débat qui, à mon avis, est tranché, mais qui, à l'époque, ne l'était pas forcément pour certains.

Donc première approche: une approche impérialiste.

Deuxième approche: le rapport avec l'Histoire. Ce qui est très extraordinaire, et c'est là-dessus qu'il faut qu'il y ait aussi débat, c'est qu'on était contre le stalinisme; on voulait une sortie à gauche du stalinisme pour le socialisme, c'est évident. Et pour ce faire, pour la garantir, on a cherché une légitimation historique pré-stalinienne, avant STALINE, retour à MARX, retour à LENINE, et on s'en est arrêté là.

C'est-à-dire qui étaient comme les futurs légitimateurs de la tradition communiste du vrai socialisme? C'était LENINE, c'était TROTSKI, c'était LIEBNETZ, c'était Rosa LUXEMBOURD. D'ailleurs, en France, BRADSHI était inconnu. On voudra en parler tout à l'heure.

Et puis, étonnant: j'ai trouvé dans «Tribune Socialiste» un cinquième

homme, ZINOVIEV. Il y a toute une page. Je ne suis pas totalement d'accord avec lui, mais enfin...

(Rires)

Ce qui a été frappant, c'est de rechercher une légitimation dans la tradition communiste pré-stalinienne qui était liée à mon avis à des contextes sociaux culturels totalement différents de ce qu'était la France de 1960. C'est cela qui est très très impressionnant. Et c'est là que se passe le passage, qu'il faudra analyser pour les conséquences jusqu'à aujourd'hui, du mouvement politique, du mouvement social qu'a été le mouvement de Mai 68 aux groupes ou aux groupuscules. C'est un problème-clé.

Pourquoi et comment? Il y avait des raisons fortes pour que l'on passe à l'organisation révolutionnaire: la nécessité de faire en sorte que le mouvement ne se fragmente pas définitivement et se perde sans mémoire et sans, en quelque sorte, recherche d'ancrage pour la suite.

Deuxièmement, il fallait une ligne, il fallait réfléchir sur la nécessité d'une ligne politique comme moment, création d'une stratégie, d'une tactique d'élaboration de toute nature.

Et puis il fallait une organisation pour mener la ligne, une structure d'organisation. On a trouvé la structure d'organisation dans la pratique, dans l'histoire pré-stalinienne, c'est-à-dire chez LENINE, chez TROTSKI, un petit peu chez Rosa LUXEMBOURG, sauf que Rosa LUXEMBOURG, c'est un peu particulier.

On pourrait dire aussi que la façon dont Rosa LUXEMBOURG a dirigé le parti social-démocrate polonais, ce n'était pas de l'autogestion, il ne faut pas rêver.

Donc on a remonté, en quelque sorte, à des modèles pré-staliniens. Si bien que l'on a voulu construire des avant-gardes qui étaient conscientes du destin historique du prolétariat, qui étaient dépositaires de la ligne juste, de la sagesse tactique, et éventuellement, de la force nécessaire pour résister à la pression de la bourgeoisie.

J'ai fait partie de ceux qui ont fait cela: on a voulu construire un autre mouvement ouvrier, différent du stalinisme, du réformisme, pour imposer notre idée ou notre image, notre imaginaire du socialisme.

Alors que s'est-il passé, et pourquoi avons-nous été battus finalement? Parce que, quand même, le bilan n'est pas extraordinaire. Il y a un certain nombre de problèmes que l'on n'a pas vus, et c'est peut-être normal, et c'est peut-être un petit peu un débat: le problème de l'évolution du travail de la classe ouvrière, qui remettait en cause la question de la centralité ouvrière, la classe ouvrière étant considérée comme la force décisive autour de laquelle on devait s'allier pour imposer une solution, une situation, une issue révolutionnaire, qui avait l'efficacité politique pour mener la bataille vers le succès et le socialisme.

C'était cela, la centralité ouvrière qui, à mon avis, a connu son meilleur succès avec l'affaire Lip, y compris avec toutes ses dimensions dont on a parlé.

La deuxième, c'était l'apparition, que l'on n'a pas bien maîtrisée, de mouvements sociaux politiques spécifiques en-dehors complètement de la culture ouvrière: la culture féministe, la culture écologique, qui étaient porteuses de contradictions qui n'étaient pas perçues comme telles par le mouvement ouvrier, et qui nécessitaient donc de remettre en cause toute une série de conceptions d'alliances etc..

Si bien que, face à cela, on n'a pas pensé, je crois suffisamment, la question d'un nouveau projet adapté à cela.

Il faut être capable d'avoir une perception auto-critique de ce que nous avons fait, mais aussi, je dirai, on le savait bien, il ne faut pas exagérer, une critique refondatrice.

Pour moi, cela veut dire qu'il ne s'agit pas de nous reproposer la véritable avant-garde par rapport à la précédente qui aurait échoué, mais qui prenne conscience des contradictions nouvelles qui se posent aujourd'hui dans la société et dans la crise des formes politiques.

Si bien qu'en conclusion, je dirai que le mouvement de Mai 68 nous a fait prendre conscience après coup de deux limites extrêmes impossibles: d'abord, de considérer que le parti révolutionnaire à construire comme conscience de la

classe et du mouvement était la solution, inversement aussi, que le mouvement comme porteur de la variété et de l'autonomie du mouvement était aussi la solution.

Ni l'un ni l'autre n'étaient en quelque sorte le débouché politique nécessaire au mouvement de la société. Ce qui est absolument étonnant, c'est que le mouvement étudiant, avec son caractère révolutionnaire, était irréductible à la forme partie au départ. Il a fait la critique de la politique avec tous ses aspects, avec la volonté d'une pratique d'action directe, auto-décidée par les assemblées générales, si on peut dire, par et dans le mouvement.

Cela n'a pas été, en quelque sorte, pris en compte par la suite même si, il faut le dire, tous les militants, ou l'essentiel des militants, qui ont participé à la construction du groupe, et le PSU était un groupe comme les autres, étaient traversés par cette contradiction entre la nécessité de construire une organisation et de respecter la question du mouvement. Il y a eu sans arrêt cet aller et retour dans la pensée qui a été plus à moins mal résolu.

Les gens étaient très respectueux d'un certain nombre de choses, étaient très désintéressés par

rapport à la profession politique, comme on l'a un petit peu aujourd'hui.

Il faut donc essayer de réfléchir sur cette grande période, mais qui, d'un mouvement autonome, a

abouti à un archipel de groupes qui n'étaient pas exactement dans cette logique-là. Peut-être aussi

que les partis que l'on pensait pouvoir battre très facilement, les partis réformistes ou

révisionnistes avaient plus de réalité que nous n'en imaginons.

Il n'y a pas seulement d'un côté les mauvais partis et de l'autre, une bonne société. C'est un peu plus compliqué que cela, cela nous pose beaucoup de questions.

C'est pourquoi je crois qu'aujourd'hui, tous les mouvements sociaux qui se cherchent là sont devant une impasse tragique parce que, d'une part, les partis de gauche sont détachés de la société d'une manière extraordinaire, d'autre part, le patrimoine de Mai 68, à travers les groupes, s'est désagrégé et qu'entre deux, il n'y a rien.

C'est ce problème de la médiation politique pour les mouvements sociaux très forts qui sont en train de naître en France qui, à mon avis, n'est pas entièrement résolu. Si on prend la discussion que l'on pouvait avoir aujourd'hui là-dessus, je trouve que ce serait une bonne façon de tirer pour l'avenir un bilan de Mai 68, qui est un mouvement, pour moi, profondément moderne, qui a fondé la modernité. C'est là-dessus que je voudrais donner un message d'espoir parce qu'il en faut bien un.

(Applaudissements)

Henri LECLERC.-

Ton message d'espoir plaqué sur une analyse un peu pessimiste me paraît quand même... Il reste quand même des choses fort importantes.

Le mouvement social d'aujourd'hui est un mouvement qui a une force plus grande. Je ne crois pas qu'aujourd'hui, la vie politique se résume, comme tu le dis, à la vie électorale. Je crois qu'il y a un mouvement social, qui est assez fort, qui, certes, se cherche, s'exprime dans le mouvement associatif de diverses façons.

Il est certain qu'un certain nombre de luttes sociales, je pense bien entendu aux luttes sur les étrangers, aux groupes d'expression du mouvement des chômeurs, à un certain nombre d'expressions de ce type, sont tout de même assez fortes, assez consistantes.

Je crois également que l'espèce de prise en compte de plus en plus forte que le problème de l'émergence de l'extrême-droite, qui est quand même important, ne peut être résolue justement que par une réaction du mouvement social, me paraissent être des choses qui trouvent peut-être leur origine dans ce qui s'est passé en Mai 68.

Je ne veux pas insister et faire une analyse plus longue.

Je donne la parole à Ivan CRAIPEAU

Ivan.CRAIPEAU

- Je ne pensais pas parler, mais je voudrais dire deux-trois remarques.

Premièrement c'est le vote que la direction du PSU a émis à l'égard de

la mission d'un homme politique qui a été le seul à être refusé par le PSU !

(Rires)

(Applaudissements)

Cela, ce n'est pas une auto-critique.

Maintenant, un souvenir: dans la cour de la Sorbonne, avec ces drapeaux rouges et ces drapeaux noirs, je me vois encore me jeter dans les bras de Pierre FRANCK, dirigeant du mouvement trotskiste, en disant « *enfin J on y est !* »

Eh bien c'est justement ce que l'on n'était pas en train de vivre. Le mouvement de Mai 68 n'était pas la révolution socialiste. Bien. C'était quelque chose d'extrêmement important et je suis d'accord avec l'essentiel de ce qui a été dit par les camarades d'avant: le premier ébranlement profond de la société est à l'échelle internationale et c'est très important.

Mais je voudrais encore dire deux mots sur l'autogestion.

On en a parlé au point de vue historique tout à l'heure, il est évident que, pour nous, le souvenir de Mai 68, le souvenir de l'intervention du PSU dans Mai 68, c'est l'autogestion.

Mais l'autogestion, c'est deux choses. Cela peut être le pouvoir populaire, le pouvoir des masses, c'est une chose. La façon dont les gens je ne dis pas les travailleurs doivent pouvoir intervenir dans l'ensemble des problèmes économiques et politiques.

L'autre chose, celle où nous avons centré l'autogestion, c'était son aspect dans la production du rôle

des travailleurs dans l'économie, et j'ai joué un certain rôle dans le fait que, à Besançon, on a fait

une belle expérience d'autogestion dans une entreprise où il y avait des travailleurs.

C'était des travailleurs très qualifiés qui étaient certains que leur entreprise pouvait survivre, qui, d'ailleurs, savaient que, derrière les problèmes essentiels de l'horlogerie actuelle, ils avaient une carte magique dans la poche: c'était les montres à quartz.

Nous avons pris en charge l'autogestion de Lip, la représentation de l'autogestion de Lip, nous avons été 100 000 à dire(je ne vous garantis pas si c'est le chiffre des organisateurs ou celui de la Police), à Besançon, et ma politique a toujours été de faire que le PSU soit le PSU des 100 000 de Besançon.

Mais j'avais tort. Pourquoi? Parce qu'en été, les montres à quartz allaient envahir le marché et parce que les montres à quartz se paient maintenant 10 F, ce avec quoi il est impossible de faire vivre une société autogestionnaire d'un millier de travailleurs très qualifiés à Lip.

L'autogestion sous ce sens-là était condamnée par le bouleversement de la révolution électronique, micro-électronique, qui a fait en sorte que, désormais, ce sont de moins en moins les travailleurs et de plus en plus les machines qui produisent et qui font la richesse.

C'est en quoi, à mon avis, il est nécessaire de mettre en avant une nouvelle révolution politique, une nouvelle utopie politique. Car je crois en effet à la nécessité d'une utopie réaliste, qui est celle de la location universelle, de la distribution des richesses, non pas à tous ceux qui travaillent, mais à l'ensemble des gens, des hommes et des femmes qui ont constitué la civilisation grâce à laquelle existent ces machines.

Il y a une formidable richesse dans ce pays, maintenant, infiniment plus grande, d'ailleurs, y compris qu'en 1968, au point le plus extrême des 30 Glorieuses du capitalisme.

Mais cette richesse signale la fin du capitalisme, la fin du salariat. Seulement, on n'est pas capable, aujourd'hui, de maître en avant les mots d'ordre, la politique qui aboutisse directement à cette révolution qui substituera une société distributive à la société salariale.

C'est ce à quoi, à mon avis, il faut que l'on travaille, et c'est à quoi nous invite notamment l'irruption des chômeurs, qui ont posé les vrais problèmes, à savoir que les richesses doivent être distribuées et non pas avec des minima sociaux, des aumônes distribuées ici et là.

Voilà ce que je voulais dire. Je pense que c'est vers là que nos descendants, les jeunes de maintenant, trouveront la voie vers quelque chose qui ressemblera davantage à l'humanisation de l'humanité, mais Dieu sait que le problème n'est pas joué, hélas !

(Applaudissements)

Henri LECLERC.-

Je remercie Ivan CRAIPEAU, qui nous annonce la fin du travail, ce qui est le sujet d'un débat qui serait très important, mais qui montre effectivement que nous avons devant nous le véritable débat.

Car l'ouverture qu'il vient de faire, montre qu'il y a là un véritable débat sur le rôle du travail dans la société, car c'est le problème qu'il pose. Je donne maintenant la parole à Michel MOUSEL, ancien secrétaire national du Psu.

Michel MOUSEL.-

En écoutant les présentations qui ont été faites, j'avais trois interrogations qui me venaient, qui sont des interrogations actuelles pour maintenant, mais enracinées dans l'expérience de Mai 68 et des suites de Mai 68, au moins tout autant celle que j'ai vécue en effet dans mes responsabilités à la fédération de Paris et de la région parisienne à l'époque de Mai 68, puis à la direction du PSU par la suite.

Tout d'abord, ma première remarque est quand même de rappeler que, il me semble que le contenu fortement révolutionnaire quel que soit l'objet de Mai 68, est quand même largement fondé pas simplement sur la conjonction des mouvements sociaux, mais sur la conjonction d'un certain nombre de thématiques traversant les mouvements de l'ensemble de la société, à la fois les parties de la société qui ne sont pas directement dans le domaine de la production et celles qui sont dans le domaine de la production.

Il faut souligner, parce que c'est quand même un fait assez unique dans l'histoire de notre pays, et même dans l'histoire de Mai 68 dans d'autres pays aussi pour une part... parce qu'on a beaucoup parlé de ce qui s'est passé en France et aussi dans d'autre pays en Mai 68 ; on a quand même toute une gamme de situations extrêmement diverses, avec des situations simplement de révolte étudiante qui ne débouche pas beaucoup plus loin que la révolte étudiante même si, après, elle porte sur des effets idéologiques dans certains domaines, ce que l'on a signalé dans certains domaines, en particulier celui du féminisme et de l'écologie, que l'on va

retrouver.

L'une des particularités de ce qui se passe en France, c'est quand même la forte conjonction qui se produit, encore une fois, pas simplement par une synchronisation de divers mouvements sociaux, mais par des thématiques qui traversent simultanément, avec plus ou moins d'intensité, les mouvements sociaux.

Donc un aspect est la découverte de la pratique de la démocratie dans un certain nombre de situations, et dans des situations de lutte.

Cette conjonction sur la pratique de la démocratie, sur les assemblées générales, sur les formes de délégation, les comptes rendus, la façon dont on gère les négociations, qui apparaît pendant Mai 68 à partir des initiatives étudiantes, est tout à fait fondamentale pour que l'on perçoive bien la portée que cela a.

On n'est pas simplement dans un phénomène qui est celui d'un morceau de la jeunesse intellectuelle du pays qui se révolte, mais dans une situation dans laquelle des pratiques nouvelles apparaissent, y compris dans les secteurs de la production.

Cette conjonction, on va avoir du mal à la gérer par la suite, et nous nous trouvons aujourd'hui encore dans une situation dans laquelle la portée extérieure, le domaine de la production proprement dit, de l'héritage de 1968, est tout à fait considérable, importante, mais nous n'allons plus retrouver des situations dans lesquelles ces types de conjonction et de synchronisation des phénomènes se produisent à la fois dans des domaines externes à la production et à l'intérieur de la production, qui reste le point central de l'interrogation sur le devenir de la société.

Et ceci nous interpelle sur la manière dont on peut à juste titre essayer de pousser le plus loin que nous pouvons les progrès que l'on peut faire dans les formes nouvelles de démocratie, ce qui, dans le langage politique français, tourne autour du thème de la citoyenneté et quand même l'héritage de la recherche de ces formes nouvelles d'exercice de la démocratie, qui était celle de Mai 68, mais que nous arrivons à pousser beaucoup dans des tas de secteurs extrêmement intéressants, mais sur lesquels nous avons du mal à trouver des formes de retombées pour des raisons évidentes, qui sont en particulier économiques, qui sont aussi liées à l'évolution globale du système économique.

Nous avons une plus grande difficulté à retrouver ce type de conjonction et je crois que c'est pour nous une de nos grandes interrogations actuelles.

Ma deuxième remarque porte sur le problème de l'autogestion. D'ailleurs les deux remarques suivantes reviennent sur le problème de l'autogestion. Il faut dire des choses plus précises sur la façon dont, historiquement, est intervenue dans le débat politique, l'autogestion. Il y a quand même des antécédents à Mai 68 dans le débat politique et syndical français.

La référence à l'autogestion au sein du PSU n'a pas été simplement... Jacques, je suis d'accord avec ce que tu as dit, mais il faut aller plus loin et se rendre compte qu'il y avait un vrai problème au sein du PSU et qu'une partie de ce problème politique est quand même le poids de traditions ouvrières marquées par le stalinisme.

Cela a justifié au sein du PSU, et encore plus dans des organisations d'extrême gauche externes au PSU, des attitudes par rapport à l'autogestion qui étaient quand même des attitudes de méfiance, de crainte.

Je suis d'accord, on dit qu'il y avait le problème de l'expérience de la cogestion allemande, de ce qui était perçu comme complètement intégré comme un exemple typique de collaboration de classes, mais il y avait aussi le problème de savoir quel était le degré d'autonomie, en particulier des travailleurs, dans la direction des entreprises, quel était le degré d'autonomie admissible des travailleurs par rapport au rôle des forces considérées comme, politiquement, les forces qui devaient les diriger.

Ce débat-là a aussi été présent au sein du PSU, il ne faut pas l'oublier même si, à certains moments, de même qu'à une époque, nous avons pu constater que le Parti Communiste récupérait le terme et là, nous avons un peu parlé de la loi albanaise .
(Rires)

Je reconnais qu'il y a un peu de cruauté de ma part de rappeler cela. Mais il y a eu des tentatives de synthèse...
(Rires)

Et ce problème nous a malheureusement privés de la capacité suffisante de faire passer la thématique de l'autogestion; la violence de la critique

sur ce sujet a contribué à rendre difficilement crédible, je dirai massivement, le thème de l'autogestion parce que déjà critiqué dans les organisations dont la vocation était d'être stalinienne .

Pour ma part, je pense que l'échec majeur de l'autogestion, c'est la façon dont, après la signature du programme commun, ont été conçues les nationalisations et on le vit encore maintenant, on en voit les conséquences, à ceci près que quand on procède à des dénationalisations, on trouve le moyen de donner quelques actions de l'entreprise aux travailleurs de l'entreprise, probablement pour faire là aussi un peu plus d'autogestion.

Ma troisième remarque porte justement sur cet autre aspect des choses qui est lié à l'autogestion, à la volonté autoritaire et à certains aspects des débats de Mai 68 et de la suite: je pense que nous n'en avons vraiment pas fini aujourd'hui, il ne faudrait vraiment pas que l'on baisse les bras parce que ce que nous avons vécu depuis peu nous interroge, sur la question de savoir comment on peut combiner efficacité de l'action politique et, par conséquent, les moyens pour atteindre cette efficacité, et le respect, précisément, de la culture autoritaire qui est née de notre mouvement, qui marque encore dans notre pays et comment nous pouvons gérer cette contradiction qui consiste à vouloir aller beaucoup plus loin, comme je le disais tout à l'heure, dans le domaine de ce que l'on appelle la citoyenneté en ayant du mal à avoir des formes d'organisation qui soient cohérentes avec cette idée de citoyenneté.

Il faut dire cela avec une conception de l'action politique qui puisse être à la fois efficace et respectueuse de tout ce que nous avons pu dire et de ce qu'on essaie de dire dans un certain nombre de domaines aujourd'hui par rapport à la citoyenneté.

On a probablement encore bien des choses à faire dans ce sens.

(A pplaudissements)

Henri LECLERC.-

Il reste 25 minutes à la salle.

Je constate que les gens qui sont ici représentent des structures du passé, car nous parlons beaucoup de citoyenneté et les uns et les autres sommes engagés dans des combats citoyens, nous essayons actuellement, pour un certain

nombre d'entre nous, de le faire.

Je constate que 5 hommes ont parlé devant une assemblée mixte, ce qui montre que le passé est toujours très présent, et j'espère tout de même que les formes de citoyenneté qui vont se mettre en place aujourd'hui feront que de telles caricatures ne continueront pas à se perpétuer.

Une INTERVENANTE.-

Je suis arrivée en 1945, trouvant une gauche très chaleureuse, avec un PSU très sympathique, c'était l'époque de Gilbert MATHIEU, dont je salue la mémoire. Je n'ai pas adhéré au PSU, j'étais pourtant très sympathisante, mais en 1974, je me suis retrouvée dans le même parti qu'eux, ce parti qui croyait en l'union de la gauche avec Gilles MARTINET etc..

J'ai vécu Mai 68 pas comme étudiante car j'étais mère de famille et enseignante, donc par mon syndicat de la FEN et parce que j'avais deux fils sur les barricades, dont l'un avait parfois la sagesse de rentrer par le premier métro, mais l'autre restait jusqu'à la fin.

Grâce aux techniciens de la communication de ce moment là, que je veux féliciter, je vivais presque au premier degré les événements de la rue Gay-Lussac, ou de l'Etoile, ou de la gare de Lyon etc.. Car j'entendais les pavés, les mots d'ordre, les grenades lacrymogènes etc. et j'étais à la fois passionnée et très anxieuse pour mes deux fils.

Je voulais, tout à l'heure, à la fin de la première séquence, poser une question au représentant du monde paysan parce que c'est assez rare que l'on trouve des représentants du monde paysan, et puis à Mi-Jo THOMAS, mais cela peut toucher aux relations entre le travail et le capital.

J'ai été très contente d'entendre ce Monsieur parler de coopérative d'économie sociale, de solidarité alimentaire, mais mis à part les intellectuels de 68 qui sont allés élever des moutons dans le Larzac pour éviter l'extension du camp militaire parce qu'en 1968, il y avait le pacifisme, *«fajtes l'amour; pas la guerre »*, on a un peu oublié cela, l'agriculture, en tant qu'entreprise française, s'est développée à l'opposé de tous nos principes.

Par mes origines et par mes relations, je veux dire qu'avant la Seconde Guerre Mondiale, la terre appartenait toujours à la bourgeoisie, qui demandait

beaucoup de travail à celui qui la cultivait et qui récoltaient la moitié du produit du revenu; la terre, que nous avons considérée après comme outil de travail, a appartenu très vite à celui qui l'exploitait, aux agriculteurs, grâce à la transformation du métayage en fermage, qui rapportait très peu d'argent au propriétaire.

Mais devenus propriétaires de leurs terres, les agriculteurs l'ont gérée en capital foncier, je crois, avec les revenus d'un capital foncier et en supprimant les filières qui demandaient beaucoup de travail aux paysans, qui rapportaient peu, l'élevage etc., en favorisant l'exploitation de la culture des céréales qui, non seulement, peuvent arriver à une grosse productivité...

Henri LECLERC.-

Pouvez-vous activer un peu?

La même INTERVENANTE.-

Je veux demander si notre ami peut expliquer ce à quoi pense LE PENSEC, qui est un ancien PSU, à propos de la réforme de la PAC qui, jusqu'à maintenant, subventionne l'agriculture d'une façon démentielle et la culture des céréales...

Henri LECLERC.-

Non, je m'excuse, mais plus personne ne va pouvoir parler. Vous avez déjà pris à vous seule plus du tiers du temps imparti à la salle.

La même INTERVENANTE.-

Alors je vous la rends.

Henri LECLERC.-

Que chacun fasse un effort, on ne peut pas instaurer un débat sur le problème de

l'agriculture. Les problèmes posés par Bernard LAMBERT en particulier de la confrontation de

l'agriculture avec le marché se posent aujourd'hui dans des conditions absolument extraordinaires.

Jean-Michel CARRE.-

Juste un petit point, qui n'a pas du tout été cité dans le débat: il y avait un mouvement très fort de révolte qui avait commencé, en janvier 1968, au niveau de la Cinémathèque: c'était le mouvement des cinéastes.

On voit aujourd'hui qu'il est utile aussi. Il a remué un certain nombre de choses.

Autre point que j'aimerais que l'on aborde et auquel j'aimerais que vous répondiez (on l'a dit au début, mais on le répète sans arrêt dans le courant du débat) : qu'est-ce qu'on invente aujourd'hui? Comment on se place aujourd'hui? Est-ce qu'on oublie l'utopie? Est-ce que l'on se bat encore? Quels moyens se donne-t-on ?

C'est bien de faire des commémorations, cela fait plaisir, mais comment est-ce que l'on va entrer dans une situation de combat, maintenant, puisqu'à présent, elle n'existe pas complètement...

(Applaudissements)

Henri LECLERC.-

J'entends bien, je crois qu'un certain nombre d'entre nous mènent actuellement des combats et, bien entendu, je souhaite qu'ils soient les plus nombreux possible.

Janine PALME (Rennes).-

Ce n'est plus dans 68, mais dans la lancée de 68; dans la lancée de 68, à Rennes, dans une ZUP parmi tant d'autres en France, pour les militants associatifs, le mot d'ordre du PSU, c'est *«on entre dans les comités de quartier; on investit dans les associations »*.

A cette époque-là, les militants étaient syndicalistes, faisaient de la politique et après toutes ces discussions, tous ces débats, je pense que la lancée a duré pendant 10 à 15 ans,,je dis jusqu'à 1977, la gauche à Rennes, depuis 1981, avec MITTERRAND, cela a été les années individualistes, d'ailleurs je m'arrêterai là parce que, nous, on écrit l'histoire, toute une équipe de gens qui ont vécu l'avant-68 et l'après.

On dit que l'on vit actuellement et c'est le message que l'on veut faire passer aux jeunes, à nos enfants; je suis arrière-grand-mère,ma petite fille a été conçue en Mai 68....

(Applaudissements)

« Faites l'amour, pas la guerre » :

J'arrêterai là parce que je pense que nous, les militants de toujours, ceux qui n'ont jamais arrêté, j'espère que ce sont les trois-quarts de la salle, on doit dynamiser les nouvelles générations, y compris les sans-emplois, des gens qui n'ont pas toujours la « pêche ». On doit dynamiser tout le monde.

(Applaudissements)

Henri LECLERC.-

S'il y avait dans la salle quelqu'un qui n'a pas connu Mai 68, même peut-être quelqu'un qui n'était pas né, peut-être y a-t-il dans la salle quelqu'un de moins de 30 ans, il serait peut-être intéressant qu'il prenne la parole pour nous interpeller et voir comment, lui, voit cela.

Jacqueline LAGOUTIE.-

Je suis militante de base par choix depuis toujours, CFDT, PSU, avant d'être au PSU, j'étais dans un groupe anarchiste, je suis restée libertaire, mais pas au PSU parce qu'on pouvait amener son idéologie au PSU. Je suis toujours à la CFDT, malgré ce qui se passe aujourd'hui.

Je voudrais revenir sur l'autogestion. J'ai été ravie de l'intervention d'Ivan CRAIPEAU parce que c'est ce que je souhaitais entendre. C'est pour répondre aussi à la question que tu posais sur, par exemple, pourquoi les Verts n'ont pas repris la notion de l'autogestion.

Je viens juste d'adhérer au mouvement des Verts, ce qui m'a semblé une certaine logique aussi, et je trouve que, justement, l'autogestion, je l'ai brandie pendant des années et des années, on ne vibrait que pour cela et aujourd'hui, est-ce encore une notion pertinente? Là-dessus, je suis d'accord avec Ivan, c'est-à-dire que c'était vraiment une notion assise sur la production. C'était les producteurs qui décidaient, ils avaient un savoir-faire, un travail, ils décidaient parce que, sinon, le capitalisme décidaient sans eux, et en fait, si le mouvement des Verts ne l'a pas repris en tant que tel, c'est qu'il pose la question d'une autre façon: on produit quoi? Cela sert à qui? Comment cela fonctionne?

Par exemple, dans une société aujourd'hui où on a 5 millions de chômeurs, on ne

peut pas se contenter de dire « *on va produire cela dans notre entreprise* », il faut se demander si c'est utile pour tout le monde de produire cela, si tout le monde en tire les bénéfices etc..

Mais si on ne retient pas l'autogestion en tant que telle, la notion de démocratie directe qu'il y avait dans l'autogestion, celle-là existe toujours, c'est l'héritage le plus profond que l'on a de Mai 68 et que l'on retrouve aussi quand les écologistes parlent de « citoyens » etc.. C'est toujours la même notion: les gens qui vivent une vie ont aussi le droit de prendre des décisions concernant cette vie.

Mais le problème, c'est qu'aujourd'hui, il faut avoir une vision plus globale, c'est-à-dire que les décisions que l'on peut prendre à un endroit engagent aussi les autres pays, les autres générations, donc l'autogestion est trop centrée sur la production.

(Applaudissements)

Jean-Paul HEBERT (Rouen).-

Je voulais juste ajouter une difficulté au panorama sombre que Bernard RAVENEL

a tracé: est-ce que, dans les années 70 surtout, il n'y a pas eu, dans le PSU, une excessive importance accordée à l'élaboration théorique qui faisait que, au nom de la pureté de la ligne, tour à tour, les camarades rejoignaient la Ligue Communiste, puis fondaient la gauche révolutionnaire, cofondaient la gauche ouvrière et paysanne, rejoignaient le CT, et je ne parle pas de l'AGA et autres.

Est-ce qu'il n'y a pas eu quand même dans cette période un dogmatisme théorique qui a été un frein, finalement, à un développement concret, comme aurait pu le dire Gilbert MATHIEU?

(Applaudissements)

Nelly CRU CI 3ème ,-

J'ai été au mouvement de libération du peuple, ensuite, à l'UGS, ensuite au PSU, ensuite à l'AREV.

Je voudrais dire très vite que je me considère comme un vieux combattant. Quand je parle de cela à mes 12 petits-enfants, c'est « HO ! ».

Le seul qui, aujourd'hui, nous montre le chemin d'un autre monde,

d'une autre société, c'est mon vieux camarade Ivan CRAIPEAU, et c'est à lui que j'aimerais bien que l'on demande qu'il mette noir sur blanc ses idées. Voilà ce que j'ai à dire.

(Applaudissements)

David«HO !»

Je milite à C.H.I.CH.E., j'étais tranquillement à la Buvette et on m'a dit « *viens intervenir* » donc cela va être à brûle pourpoint.

Je suis né en 1968, donc c'est vraiment la génération des enfants des soixante-huitards et il y a eu deux époques pour nous. Pour moi, en tout cas, elle était évidente, et je pense pour beaucoup d'autres: au moment de l'adolescence, un gros rejet, avec un côté où on voulait se démarquer des années 70, c'était évident, et maintenant, on a plus une forme de nostalgie un petit peu envieuse, et il y aurait un « truc » où, dans des mouvements comme CH.LC.H.E., on est clairement des néo-soixante huitards ; on fait clairement d'autres choses, ou les choses de la même façon probablement.

En revanche, cela n'empêche pas de garder une certaine nuance entre ce qu'est un mouvement comme 68, dont on a eu des échantillons avec le mouvement de 1995, qui était un petit peu soixante huitard aussi par certains côtés, que l'on a pu vivre comme cela.

C'est-à-dire que ce qui était intéressant en 1995 était semblable à ce que certaines personnes qui

nous ont bien parlé de 1968 nous ont appris à aimer. Il y a toujours le côté 68 « révolte de rue » etc.,

un peu comme les casseurs aujourd'hui en banlieue, ce sont de fausses images.

Ce qui était intéressant, c'était plutôt quand on nous a parlé de gens qui fraternisent dans la rue et surtout le sentiment où tout est possible, où on est maître d'un possible et d'un devenir. C'est plus intéressant, en-dehors du côté anecdotique, ce que l'on a senti en 1995, c'est que l'on n'en était pas propriétaires, pas plus que les soixante huitards sont propriétaires, ou l'ont été, de Mai 68.

A un moment, on est tenté par quelque chose, même si on y participe très activement, et quelque chose qui a lieu à un moment donné et finalement, toutes les questions de générations s'effaçaient un petit peu.

Je n'ai pas trop aimé un petit éditorial de «Politis» sur le thème *«crachez-nous à la gueule les jeunes »*. Je ne suis pas trop d'accord avec Bernard là-dessus car il n'y a pas à cracher à la gueule de qui que ce soit, il y a une élaboration politique de quelque chose quelles que soient les générations.

Ce qui a été dit de plus intelligent était M. CRAIPEAU parce que, de toute façon, il y a une élaboration de quelque chose de collectif sur des années, des décennies, et pas tellement de questions de générations là-dessus.

Je ne m'enfermerai pas du tout dans l'idée qu'être soixante huitard, c'est quelque chose, c'est une participation à un moment donné de quelque chose, que l'on peut abandonner en cours de route, reprendre dans sa vie à un autre moment, c'est plutôt comme cela que je le vois, donc on peut être soixante-huitard aujourd'hui complètement de cette manière-là, et la question de génération paraît peut intéressante, ou alors, elle renvoie à autre chose, c'est-à-dire que la génération de 1968 avait comme modèle nos grands-parents à nous, qui étaient des Résistants, qui avaient fait des « trucs » plus « hard » quand même, et où il y avait peut être une petite part d'imitation d'une révolte contre des gens qui prétendaient incarner l'ordre après avoir incarné la Résistance. C'est plus comme cela que je le verrai.

Un mot sur ce que M. CRAIPEAU a dit. Les gros «trucs» d'avenir, c'est la taxation des revenus financiers, la redistribution des richesses gigantesques qui existent, et plus qu'une question de l'accès comme une lutte des classes, à mon avis, c'est une question de faire comprendre aux gens que les richesses existent, elles sont là, ce n'est pas la peine de faire porter le poids de l'impôt et de la lutte des classes sur peu de personnes, les patrons ou les ouvriers, il y a vraiment à aller là où est réellement l'argent, il y en a largement pour tout le monde par le revenu citoyen d'un côté, par une redistribution qui peut se faire par l'Etat par un service public qui joue vraiment son rôle.

Un autre élément, le troisième avec la redistribution et la taxation, me paraît être, de mon point de vue, la question internationale et comment on peut agir

sur des instances internationales ou au niveau international.

Que ce soit les conférences comme celle de Kyoto ou autres, aujourd'hui, il faut arriver à dépasser les logiques d'état. Nous, nous travaillons sur ces choses-là.

Quant à l'horizontalité des pratiques, notamment la démocratie directe, c'est quelque chose de complètement capital aussi.

Voilà où on en est en ce moment

(Applaudissements)

Emmanuel POIRIER.-

Je suis militant CGT, il y en a, et il y en a qui osent le dire !

(Rires)

En hommage à l'organisation, je vais tâcher d'être très bref. Je vais prendre le relais du copain qui a pris la parole juste avant moi pour dire que, actuellement, on peut établir un parallèle entre ce qui s'est passé en 1968 et ce qui pourrait se passer aujourd'hui, mais c'est difficile parce qu'en 1968, l'ennemi était clairement identifié.

Vous vous êtes battus contre un problème qui était situé dans un pays et nous, actuellement, quand on veut militer et travailler pour le bonheur des gens, pour un travail moins dur et une meilleure qualité de vie, on ne sait plus où est l'ennemi parce qu'on travaille contre la mondialisation. Les gens qui nous « cassent la gueule » surfent sur le Web et on va bien être obligés de suivre. Donc le problème qui se pose à nous est d'arriver à moderniser nos outils de travail suffisamment vite pour arriver à fédérer correctement tous les gens qui souffrent.

C'est-à-dire que quand on s'attaque à l'amiante en France, on arrive à régler une partie du problème en France, mais l'entrepreneur arrête en France et s'installe tout de suite à Sao Paulo pour continuer à tuer des gens.

Les problèmes de 68, on est bien conscients qu'ils étaient posés, vous

avez bien fait de secouer l'arbre et vous avez fait tomber de gros fruits parce qu'autrement, je ne serais pas délégué syndical aujourd'hui, je n'aurais pas mes heures de délégation donc je vous dois un hommage. Mais croyez bien qu'il y a une jeunesse qui utilise ses heures de délégation à essayer de faire très fort en face du monde du capital.

Et je vous souhaite à tous bon courage parce qu'on aura besoin de vous.

(Applaudissements)

Isabelle MORIN.-

Je suis née avant 1968, mais je n'ai pas vécu 68 parce que j'étais trop jeune.

J'ai bien écouté tout ce que vous m'avez dit là, j'ai observé ce qui s'est passé depuis un peu plus de deux ans, toutes ces associations, libertaires ou autres, qui ont un nouveau projet de société, et la question que je me pose, c'est pourquoi est-ce qu'il n'y a pas eu un mouvement aussi fort qui a recréé une organisation comme le PSU? Pourquoi est-ce que cela ne s'est pas construit?

Je dis cela parce qu'en fait, il n'y a pas de coordination réelle entre les gens, c'est beaucoup beaucoup d'associations, mais pas un groupe qui fédère tous ces groupes.

Deuxièmement, comme il n'y a pas un groupe qui chapeaute tout cela, ce qui s'est passé, c'est notamment à propos du problème de la mondialisation, et plus précisément de l'AMI.

On parle de l'AMI d'un seul coup et les gens ne sont pas du tout au courant, et d'un seul coup, tout le monde s'affole sur l'AMI.

Il Y a un an, j'ai assisté à une conférence sur la mondialisation, on n'a pas parlé de l'AMI. Pourquoi, d'un seul coup, on réagit sur le fait que l'AMI est quelque chose d'important?

Est-ce qu'il y a des choses qui se passent, que je ne comprends pas, par en -dessous? Et quand un sujet n'intéresse pas telle ou telle personne, ou tel ou tel groupe politique, on n'en parle pas et d'un seul coup, on en parle, on le sort du chapeau. Pourquoi?

Hubert HAU.-

Je vais vous épargner mes souvenirs de 68, j'étais en Patagonie donc cela n'intéresse personne !

Un oubli me semble symptomatique à la tribune dans toutes les expressions autogestionnaires dont on a parlé, c'est l'expression de la démocratie locale. On a parlé des associations, mais pas du rôle des élus.

Or, je rappelle à mes ex-camarades qu'ils nous ont entraînés dans une galère qui s'appelle la Fédération des Elus Autogestionnaires. On y a été le torse bombé en disant « *on va changer le mode de démocratie dans les municipalités; on va essayer d'initier de nouvelles méthodes etc.* », et en fait, cela a fait long feu et je ne crois pas que l'on en a tiré des leçons.

J'aimerais savoir ce qu'il en pense parce que je ne renonce pas, de ce côté-là, à ce qu'on relance la démocratie locale sur cet aspect de ne pas être un élu comme les autres.

En conclusion, je viens d'adhérer, comme certains l'ont fait ici aux Verts, si j'ai un premier reproche à leur faire, c'est que, justement, au niveau des élections, des élus, on ne voit pas très bien, une fois que les gens sont élus, le lien qu'ils font avec les militants et avec leurs électeurs.

(Applaudissements)

Jacques KERGOAT.-

Sous la pression d'Henri LECLERC, je vais essayer d'être le plus bref possible et du coup, d'ailleurs, je ne vais pas répondre à l'ensemble des questions qui ont été posées, je vais me limiter à l'essentiel.

Première chose: découverte d'un débat avec Michel que je ne connaissais pas sur les questions liées à l'autogestion. C'est toujours difficile de parler nominalement de camarades absents. Je pense qu'Abraham a joué un rôle d'obstacle à la prise en charge de la question de l'autogestion.

Le présenter comme tu l'as fait, c'est-à-dire comme étant le poids du stalinisme, le poids de vieilles traditions du mouvement ouvrier sur le PSU à l'époque est un peu elliptique .

Et les batailles menées par Abraham sur ce terrain-là ont été fortement

dédiées et, la plupart du temps, menées au nom de la spontanéité du mouvement de Mai 68, notamment contre les formes syndicales.

Un INTERVENANT.

- On s'en fout, de cela !

Un INTERVENANT.-

On s'en fout complètement, on veut du dialogue !

Jacques KERGOAT.-

Excusez-moi, je crois que, par rapport à cette question-là, en réalité, le poids des traditions technocratiques et de ce que l'on appelle la social-démocratie, a joué un rôle beaucoup plus évident de frein sur les problèmes de prise en charge de la question de l'autogestion que l'autre problème tel qu'il a été donné.

On a cité un certain nombre de débats et de choses de ce type là ,mais le principal départ du PSU n'a pas eu lieu en direction du PCF ou du mouvement stalinien,il a eu lieu en 1974 en direction du Parti Socialiste. Ce départ là....

Un INTERVENANT

Qu'est ce qu'on fait aujourd'hui ?

(Remous dans la salle)

Jacques KERGOAT.-

Ce départ-là, de toute façon, ne s'est pas fait dans le sens d'une pression de type totalitaire, et par rapport à cela, les pressions technocratiques ont été infiniment plus fortes.

Deuxième remarque que je voudrais faire sur le lien entre Mai 68 et aujourd'hui par rapport à une remarque que j'ai entendue tout à l'heure, sur le fait que la situation, maintenant, était qu'il fallait faire en sorte que l'on fasse comprendre aux gens, et que le problème des luttes par rapport à cela, notamment entre patrons et ouvriers etc, était tout à fait secondaire.

S'il y a, à mon avis, un lien entre la situation de 1968 et la situation que nous connaissons aujourd'hui au niveau du mouvement social, c'est justement l'idée que, sans lutte et sans mobilisation de la société, peu de choses bougent, et je crois que c'est quelque chose qui est vivant comme tradition et comme référence à Mai 68.

Troisième remarque: il y a au moins une leçon que, peut-être, nous pourrions tirer, d'une certaine manière, de Mai 68 maintenant, et finalement, c'est une expérience qui n'a pas été présente du tout dans les interventions des uns et des autres.

Est-ce que nous pouvons faire confiance aux grands appareils traditionnels, que ce soit au Parti Communiste, en train de se rénover, au Parti Socialiste tel qu'il est etc., pour changer la société de quelque manière que ce soit? Des choses ont été dites sur le fait que l'autogestion était quelque chose de ringard, je partage la compréhension qu'a donnée Bernard, c'est-à-dire plutôt comme processus que comme type de processus clefs en main par rapport à cela, mais mon expérience personnelle est que, chaque fois que des rassemblements significatifs ont pu se faire ces dernières années, ils se sont faits autour de gens qui avaient deux références, la première est le socialisme, la deuxième est l'écologie, et pas une des deux.

Dernière remarque que je voudrais faire par rapport à cela: quand on revient sur Mai 68, ce qu'a été le mouvement, ce qu'ont été les organisations, les rapports entre les uns et les autres etc., l'auto-critique générale qui pourrait être faite par les uns et les autres aux places qui ont été les leurs ces dernières années et les années précédentes, c'est que nous avons eu trop souvent une conception trop « partitaire » de ce que pouvait être la conception d'une force autre que les grandes forces traditionnelles de la gauche. C'est une auto-critique assez générale.

Je suis pour ma part persuadé maintenant que, bien sûr, il faut une force nouvelle, ce n'est pas seulement les mouvements sociaux de manière éclatée qui peuvent régler un certain nombre de problèmes, mais je suis aussi persuadé que cette force-là ne se construira que si elle se construit à partir des mouvements sociaux eux-

mêmes, que c'est la seule manière que nous avons d'entamer le processus de combat par rapport à la dégradation de la représentation politique telle qu'elle existe aujourd'hui.

Il y a de grandes leçons issues de Mai 68.

Dernière remarque: sur la participation des femmes. C'était, je crois, assez général à l'époque, il n'y avait pas beaucoup de femmes dans les processus de direction et dans les postes de direction du PSU.

Bien entendu, c'était la société, il y en avait d'autres à d'autres postes, Geneviève LE PRIEUR s'en va, mais je dois dire par rapport à cela qu'avant, pendant et après 68, quand j'étais secrétaire de la fédération de Paris, et cela me fait plaisir de le dire devant beaucoup de personnes, elle a été vraiment la permanence du PSU à bien des points de vue par rapport à ce qui se passait.
(Applaudissements)

Bernard RAVENEL.-

Je crois que je vais décevoir. Il ne s'agit pas de donner en quelque sorte la perspective aujourd'hui, ce n'est pas notre rôle, ce serait prétentieux et contraire à l'esprit même de Mai 68, mais ce à quoi je crois, c'est que le nouveau qui doit être fondé, développé, ne peut pas se fonder durablement sans une prise en compte critique de l'ancien, et je crois que notre propre travail de militants, d'anciens combattants... d'ailleurs, je voudrais faire une différence entre anciens combattants de la Guerre de 1914-1918 ou de la Guerre d'Algérie, qui voulaient que la

guerre ne revienne pas, et les anciens combattants qui voudraient que cela revienne
(Rires)

Nous avons comme responsabilité politique à tirer les leçons de Mai 68 pour l'avenir, c'est-à-dire voir ce qui a été nos propres limites, nos propres succès aussi, il ne faut pas cracher dans la soupe, mais qui fait qu'aujourd'hui, il y a un mouvement social politisé, mais qui est un peu orphelin.

J'ai été très frappé par la femme qui a demandé « *pourquoi on ne crée pas un autre PSU ?* » Non, il n'y aura pas de nouveau PSU, mais on ne sait pas ce qui va se créer, il faut tirer les leçons de ce qu'a été notre propre impasse. Ce n'est pas

une question masochiste, on ne peut pas dire profondément« *les luttes/ les luttes/ les luttes*».

La construction politique suppose aussi l'intégration de la mémoire critique des luttes, et que Mai 68 n'a pas été linéaire. Mai 68 n'apporte pas l'ensemble des réponses et Mai 68 a aussi fait des erreurs. C'est décevant, mais je crois que nous n'avons à être, à ce niveau-là, que le rôle de transmission d'une mémoire élaborée. Ce n'est pas facile, ce n'est pas réussi, mais je ne vois mon rôle qu'à ce stade d'élaboration politique.

(A pplaudissemen ts)

Serge DEPAQUIT.-

Les courants novateurs, et aujourd'hui, le mouvement social, par exemple, sont en face de ce problème. Il faut changer les façons de penser là-dessus. Le parti qui représente plus ou moins l'élément social, qui était le lieu d'élaboration, c'est une vieille conception du parti. Chez les communistes, on appelait cela « l'intellectuel collectif » C'est le Parti qui pense la théorie, qui organise le mouvement des masses et en plus, se présente aux élections.

Moi, je crois que c'est terminé; le Parti, c'est essentiellement un organisme électoral et il faut faire avec. Après, il y a telle forme et telle formes, c'est une autre question. C'est réducteur, ce que je dis, mais fondamentalement, c'est cela, et c'est une fonction utile dans la société.

Je crois que le maillage social, c'est terminé. Vous savez, il y avait le secrétaire de la cellule communiste du HLM, qui connaissait tout le monde. Au PSU, c'était moins vrai.

Un INTERVENANT.-

C'est le FN qui fait ce travail-là, maintenant !

Serge DEPAQUIT.-

Oui, mais pas avec la même ampleur, heureusement pour nous. Ne nous leurrions pas. Même si le FN, c'est vrai, d'une certaine façon, fait ce travail-là, historiquement, ce n'est plus comme cela que les choses se passent.

Ce qui assure le maillage social, c'est le mouvement associatif. Et la

réflexion, on l'a tous expérimentée, tout au moins ceux qui ont milité dans les partis, cela se fait dans des lieux qui sont sans enjeu de pouvoir parce que quand il y a des enjeux de pouvoir, je ne dis pas que l'on ne réfléchit pas, mais c'est très limité. On pourrait en parler longuement.

Evidemment, tout cela a des conséquences sur la façon de penser la synergie de cet ensemble, qui n'est plus la vieille formule. Cela mériterait tout un débat, on pourrait y passer un dimanche, je m'arrête là.

Henri LECLERC.-

Je dirai simplement pour conclure que, quand même, Mai 68, ce n'est pas quelque chose qui va brusquement inventer des choses qui n'existeraient pas avant et nous serions aujourd'hui en quelque sorte en train de contempler Mai 68 en nous demandant ce qu'il faut faire pour rester fidèle à ce qu'a été l'engagement de cette époque.

C'est absurde; Mai 68 n'est jamais que la résurgence d'un combat beaucoup plus ancien, beaucoup plus vrai, qui est le combat pour une société plus juste, le combat pour l'universalisme.

Je sais bien que ma façon à moi d'avoir prolongé mon mouvement de Mai 68, c'est de m'être engagé dans une association centenaire, mais qui mène effectivement des combats, et les combats que nous menons avec le mouvement associatif.

Même si je suis dans cette organisation, je souhaiterais que monde y soit, mais ce n'est pas la question. L'ensemble du mouvement associatif est aujourd'hui absolument essentiel. Il y a des combats qui se mènent, et une réflexion se crée.

Nous sommes tous d'accord que c'est quelque chose sur ce qui est en Mai 68, mais ce que l'on voit avant. La démocratie directe, on appelle cela n'importe comment, c'est-à-dire en fait la participation citoyenne.

Le problème posé aujourd'hui est un problème de démocratie. C'est cela, la vraie question: comment, aujourd'hui, pouvons-nous avoir un véritable engagement démocratique dont nous savons parfaitement que le mécanisme électoral, et il ne viendrait à personne l'idée de prendre l'expression stupide que nous avons employée à l'époque, «piège à cons »... il est bien évident que les mécanismes électoraux sont

un rempart de la démocratie.

Mais en même temps, nous savons que la démocratie n'est pas suffisante. Et cela, je crois que Mai 68 nous l'a profondément marqué et appris: que la citoyenneté quotidienne est importante alors on se trouve en face de nouveaux problèmes, notamment la mondialisation, dont on parlait tout à l'heure.

Le mot d'ordre que nous allons sans doute lancer au moment de notre centenaire, la Ligue des Droits de l'Homme, c'est de dire « *face à la mondialisation de l'économie lançons la mondialisation des Droits* ».

En fait, le problème qui est posé aujourd'hui est celui de la citoyenneté: citoyenneté politique, sociale, quotidienne, citoyenneté dans les engagements qui sont les nôtres.

Mais les engagements qui sont les nôtres aujourd'hui sont la continuation de ceux de Mai 68. Mais les combats de Mai 68 étaient aussi ceux de la continuation des combats de la Résistance, la continuation des combats du Front Populaire.

Il y a là quelque chose qui est une permanence de l'utopie, c'est vrai, il faut recréer l'utopie parce que l'utopie a quelque chose d'extraordinaire, l'utopie permet de construire le présent en regardant vers l'avenir et cela, c'est ce qu'il faut que nous fassions.

(Applaudissements)

La séance est levée à 19 heures 55

